



Selon le gouverneur de la Banque d'Algérie

Les réserves de change baissent à 108 milliards de dollars

Les réserves de change de l'Algérie sont de l'ordre de 108 milliards de dollars actuellement, a indiqué jeudi à l'APS, le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Loukal, en marge du Meeting africain sur l'économétrie qui se tient du 29 juin au 1^{er} juillet à Alger. Les réserves de change continuent ainsi à fondre sous le coût des importations, malgré les mesures prises par le gouvernement, et la baisse prolongée des cours du pétrole.

Page 2

Crash du vol AH 5017 en 2014

Mise en examen en France de la compagnie espagnole Swiftair

Page 5

Tebboune défend le protectionnisme et répond à l'UE

«L'Algérie n'est pas disposée à adhérer à l'OMC»

Le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, a clairement répondu aux critiques de l'Union européenne concernant les mesures protectionnistes adoptées par l'Algérie pour faire face à la crise pétrolière, affirmant que la protection de l'économie nationale est «un droit souverain».

Page 3



Plus de 10 000 candidats retardataires concernés

Session spéciale Bac du 13 au 18 juillet

Page 5



Le délai de paiement des cotisations à la Casnos a pris fin

Les retardataires seront pénalisés

Les non-salariés qui n'auront pas satisfait à leurs obligations (paiement des cotisations), devraient payer des pénalités de retard. Ils seront même, pour certains, passibles de poursuites judiciaires.

Page 2



Par Amine Bensafi

Les pays producteurs n'ont pas réussi à éponger tout l'excédent de l'offre, mais ils réalisent des profits inattendus. Leurs recettes budgétaires ne s'en portent que mieux ! L'Algérie ne fait heureusement pas exception.

Certes, les stocks mondiaux de pétrole restent élevés malgré l'accord d'Alger sur la réduction de la production. Oui, les prix du brut ont diminué d'un cinquième au cours du dernier mois et l'Opep ne

Malgré les faibles prix du pétrole Un surplus de 1,5 milliard par jour pour l'OPEP !

semble près de gagner sa bataille pour équilibrer le marché. Mais il y a une bataille cruciale que le cartel d'exportateurs de pétrole a remportée jusqu'à présent. Selon plusieurs rapports concordants, ses membres ont gagné plus d'argent cette année que l'année dernière et la perspective de revenus plus élevés est susceptible de motiver l'Opep à reconduire les réductions de production ou même à les approfondir. Cette mobilisation de l'Opep qui est la première du genre en huit ans a fait gagner au cartel un total de 1,64 milliard de dollars par jour cette année, en hausse de plus de 10% par rapport au deuxième semestre de 2016, selon divers calculs basés sur les chiffres de

l'Opep pour la production moyenne et son prix du panier brut jusqu'à 20 juin. Les rapports dont nous disposons n'ont pas donné de détails sur les surplus engrangés par chaque membre. Il aurait été intéressant que le ministère de l'Energie ou celui des Finances communique sur le sujet, ce qui aurait un effet rassurant sur l'opinion. Il reste que par rapport au premier semestre de 2016, lorsque les prix du pétrole ont chuté pour la première fois à un plancher de 27 dollars le baril, l'augmentation du revenu représente aujourd'hui un bon spectaculaire de 43%, même si la production de l'Organisation a été peu modifiée.

Page 4



Selon le gouverneur de la Banque d'Algérie

Les réserves de change baissent à 108 milliards de dollars

Les réserves de change de l'Algérie sont de l'ordre de 108 milliards de dollars actuellement, a indiqué, jeudi à l'APS, le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Loukal, en marge du Meeting africain sur l'économétrie qui se tient du 29 juin au 1^{er} juillet à Alger. Les réserves de change continuent ainsi à fondre sous le coût des importations, malgré les mesures prises par le gouvernement, et la baisse prolongées des cours du pétrole.



Par Massi Salami

Pour rappel, les réserves de change de l'Algérie avaient atteint 114,1 milliards de dollars (mds usd) à fin décembre 2016 contre 121,9 mds usd à la fin septembre 2016.

Après de successives et considérables hausses, les réserves de change de l'Algérie ont commencé à connaître un fléchissement depuis 2014 sous l'effet combiné de la baisse des cours pétroliers et d'une hausse des importations.

L'élan que prenait le niveau du matelas de devises fut freiné dès le début 2014 lorsque le niveau des réserves s'approchait de 195 milliards usd à la fin mars 2014 mais amorça, par la suite, une tendance baissière en s'établissant à 193,27

mds usd à la fin juin 2014, avant de descendre encore à 185,27 mds usd à la fin septembre de la même année.

Auparavant, et particulièrement depuis 2006, les réserves de change montaient à hauteur, parfois, de 20 milliards usds annuellement en s'établissant à 77,8 mds usd en décembre 2006, à 110,2 mds usd à la fin 2007, à 143,1 mds usd à la fin 2008, à 147,2 mds usd à la fin 2009, à 162,2 mds usd à la fin 2010, à 182,2 mds usd à la fin 2011, à 190,6 mds usd à la fin 2012 et à 194 mds usd à la fin 2013.

Mais l'envolée des importations et la forte chute des cours pétroliers avaient fortement contribué dans l'amenuisement des flux alimentant les réserves de change du pays.

Aussi, M. Loukal, a affirmé que

le taux de change de la monnaie nationale vis-à-vis du dollar américain a joué un rôle d'amortisseur et de première ligne de défense depuis le début de la chute des prix du pétrole et ce, pour maintenir les équilibres macroéconomiques du pays.

«Face à la détérioration des fondamentaux de l'économie nationale, la Banque d'Algérie a procédé à une dépréciation du taux de change du dinar vis-à-vis du dollar de près de 20%. Le taux de change a donc joué dans une large mesure son rôle d'amortisseur et de première ligne de défense», a-t-il expliqué.

Soulignant l'impact «assez significatif» de la crise pétrolière mondiale sur les équilibres macroéconomiques du pays, M. Loukal a précisé, qu'à l'instar de la plupart

des pays exportateurs des hydrocarbures, la forte chute des prix du brut, commencée à la mi-2014, avait eu un «impact considérable» sur les équilibres macro-économiques de l'Algérie en rappelant que les déficits budgétaires ont atteint 15,3% du PIB en 2015 et 13,7% en 2016.

Dans la sphère monétaire, les déficits de la balance des paiements se sont traduits par une contraction des ressources des banques, réduisant la liquidité bancaire de près de 67% en 2 ans, ce qui a amené la Banque d'Algérie à réactiver les instruments classiques de refinancement, a-t-il fait savoir.

Pour la Banque d'Algérie, le défi majeur est de mettre en œuvre une politique monétaire qui soutient la croissance, notamment dans l'industrie hors hydrocarbures, les énergies et les services productifs marchands et ce, en plus de ses deux principales missions qui sont la stabilité des prix et celle des finances publiques.

En matière d'ajustements, des efforts soutenus de consolidation budgétaire et de rationalisation des dépenses publiques, inscrits dans un cadre budgétaire à moyen termes 2017-2019, ont été entrepris, a précisé le premier responsable de la Banque centrale.

Dans un premier temps, et eu égard à la tendance baissière de la liquidité bancaire, la Banque d'Algérie a revu à la baisse les seuils, puis suspendu les opérations de ponction de la liquidité et le taux de réserves obligatoires.

Parallèlement, elle s'est appliquée à réactiver les instruments classiques de refinancement qui sont le réescompte et l'open market, tout en privilégiant ce dernier instrument de marché dans la perspective de conforter le taux d'intérêt.

Par M. S.

Le délai de paiement des cotisations à la Casnos a pris fin

Les retardataires seront pénalisés

Par Sofiane Aït Mohamed

Les non-salariés qui n'auront pas satisfait à leurs obligations (paiement des cotisations), devraient payer des pénalités de retard. Ils seront même, pour certains, passibles de poursuites judiciaires.

Et pour cause : le délai de paiement des cotisations de l'année en cours, sans pénalités, auprès de la Caisse nationale de la sécurité sociale des non-salariés (Casnós), a expiré hier, vendredi, a rappelé, jeudi à Alger, le directeur général de la caisse, Chawki Acheuk-Youcef. «Les employeurs affiliés à la caisse ont jusqu'à vendredi à minuit pour s'acquitter de leurs cotisations de l'année en cours», avait précisé M. Acheuk-Youcef à la Radio nationale, faisant savoir que les structures de la caisse resteront ouvertes demain pour permettre aux retardataires de régulariser leurs situations en matière de cotisations. Il s'agit des mesures de facilitation initiées par la Casnos, portant sur une date butoir qui a été fixée au 30 juin 2017, au profit des non-salariés leur permettant de payer leurs cotisations de l'année en cours sans pénalités et de bénéfi-

cier d'un échéancier de paiement de leurs cotisations antérieures et des prestations d'assurance sociale par la délivrance de la carte Chifa, rappelle-t-on. La Casnos avait précisé dans un communiqué rendu public mercredi dernier, que ses agences à travers le territoire national seront restées ouvertes vendredi sans interruption de 7 h à 19 h et que si la situation l'exige, les guichets devaient rester ouverts jusqu'à minuit. Passé donc ce délai qui a désormais expiré, les affiliés vont devoir payer des amendes et des pénalités de retard. Le responsable de cette caisse a d'ailleurs souligné jeudi que «des pénalités seront appliquées et des mesures coercitives seront mises en place» par la suite, qui peuvent aller jusqu'à la poursuite judiciaire, ajoutant que le nombre de contrôleurs qui seront mobilisés sur le terrain a été renforcé pour procéder à l'opération d'affiliation d'office des employeurs non affiliés et à l'application des pénalités. Le DG de la Casnos a également affirmé que des moyens ont été mobilisés pour renforcer et affiner les opérations de contrôle des travailleurs non-salariés non encore affiliés ou affiliés et débiteurs de cotisation. Le même responsable a rappelé que l'affiliation et la

cotisation sont des «obligations légales» et permettront aux assurés «de bénéficier d'une couverture sociale, notamment en matière de l'assurance maladie et de maternité, de l'invalidité et de la retraite». La Caisse compte actuellement 1,8 million de travailleurs non-salariés affiliés actifs dont environ 960 000 étaient à jour en matière de cotisations à la fin de l'année précédente, alors que le nombre ne dépassait pas les 500 000 cotisants en 2014, a-t-il rappelé. La Casnos, faut-il le préciser, procède à un allègement des formalités de paiement de la cotisation annuelle. Cet allègement se décline, entre autres, en la prorogation des délais de paiement alors que l'exigibilité de la cotisation annuelle est fixée au 1^{er} janvier. La Casnos procède ainsi à la prorogation du délai au 30 juin pour le secteur non agricole et au 30 septembre pour le secteur agricole. Ceci en sus du fractionnement de la cotisation annuelle, par échéancier, pour certaines activités et des facilitations accordées pour la régularisation de situation par paiement échelonné des cotisations antérieures selon les capacités financières des débiteurs.

S. A. M.

Avocat engagé pour la cause algérienne Décès de Roland Rappaport

L'avocat français, Roland Rappaport, qui s'était engagé dans la défense des militants du Front de libération nationale (FLN), durant la guerre de Libération nationale est décédé lundi à Paris à l'âge de 83 ans, a-t-on appris jeudi auprès de ses proches. Le défunt était également l'avocat de la famille de Maurice Audin, jeune mathématicien qui militait auprès du peuple algérien pour son indépendance, enlevé puis assassiné par les parachutistes français en juin 1957.

Rencontré en 2015 à la cérémonie de célébration du 1^{er} Novembre 1954, organisée par l'ambassade d'Algérie en France, l'avocat avait demandé une suite au bouleversant témoignage d'un Algérien au *Quotidien d'Oran*, publié en août 2014, sur le lieu des restes du militant anticolonialiste.

Il avait rencontré, en janvier 2016, le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni, lors de sa visite historique en France qui l'avait invité en Algérie.

Roland Rappaport, d'obédience communiste devenu avocat en 1956, a commencé sa carrière en soutenant la guerre de Libération nationale du peuple algérien par la dénonciation de la torture. Il était membre du Parti communiste français de 1949 à 1979, et président du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap) en 1988 et 1989. Il est considéré par ses confrères comme l'homme des indignations devant toutes les formes d'injustice ou de discrimination, des passions et des combats de toujours, depuis son engagement contre la torture en Algérie et sa défense de Josette Audin et de ses enfants pour que la vérité soit faite sur les conditions et la responsabilité de la France dans la mort de Maurice Audin, a écrit le Syndicat des avocats français (SAF) dans un hommage publié sur son site. De son vivant, il a défendu, entre autres, au procès Barbie, Sabine Zlatin, fondatrice de la colonie d'Izieu dans laquelle des enfants juifs trouvèrent refuge pendant l'occupation nazie et des pilotes de ligne et leur famille, en particulier au procès du crash du Concorde.

R. T.

ÉVÈNEMENT ▶▶

Tebboune défend le protectionnisme économique et répond à l'UE «L'Algérie n'est pas disposée à adhérer à l'OMC»

Le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, a clairement répondu aux critiques de l'Union européenne concernant les mesures protectionnistes adoptées par l'Algérie pour faire face à la crise pétrolière, affirmant que la protection de l'économie nationale est «un droit souverain».



Par M. Ait Chabane

Lors d'une conférence de presse qu'il a animée, jeudi dernier, à l'issue de l'adoption du Plan d'action du gouvernement au Conseil de la nation, il a notamment précisé que l'Algérie n'est pas prête actuellement à adhérer à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). «Aujourd'hui, nous vivons dans un monde dans lequel nous devons multiplier nos efforts de défense de nos intérêts économiques et de protection de notre économie contre la mondialisation dévastatrice qui ne reconnaît aucune limite et qui bannit tout ce qui est national, car l'étape actuelle l'exige», a affirmé le Premier ministre. Se disant respecter «les avis en faveur de l'adhésion de l'Algérie à l'OMC», Abdelmadjid Tebboune a explicitement précisé que «les priorités de l'étape actuelle requièrent la diversification de l'économie, la consolidation de la compétitivité de la production nationale et le renforcement des expor-

tations», pour dire que l'accès de l'Algérie à l'OMC ne se fera pas de sitôt. Il a tout de même réitéré le respect des engagements internationaux de l'Algérie vis-à-vis de ses partenaires, notamment l'UE qui a déploré, il y a quelques jours, l'instauration de licences d'importation de plusieurs produits et marchandises. «La protection de l'économie nationale est un droit souverain et nous y penchons sans relâche en vue de consacrer ce droit sans toutefois faillir à nos engagements avec les partenaires étrangers», notant que «des pays occidentaux développés en Europe et en Amérique avaient déjà mis en place des dispositifs et mesures protectionnistes strictes». Etayant ses propos, le Premier ministre a rappelé que les accords conclus par l'Algérie avec ses partenaires étrangers comportent des articles qui l'autorisent à opter pour le protectionnisme afin de préserver son économie. Il a également fait savoir que les dernières mesures adoptées par l'Algérie répondent à l'im-

pératif de diversifier l'économie nationale, protéger la production locale et créer des richesses et des postes d'emploi. Des mesures qui ont suscité une grande compréhension de la part des missions économiques de l'Union européenne à propos des mesures prises par l'Algérie en ce sens, a-t-il encore souligné. S'agissant de l'amendement et de l'adaptation des lois réglementant l'économie d'une manière constante, M. Tebboune a affirmé que «ce phénomène est ordinaire et dénote d'une dynamique rapide de l'économie nationale dans les divers domaines». Pour M. Tebboune, les données économiques internes sont caractérisées par le changement et l'instabilité, et de ce fait, l'arsenal juridique doit impérativement être actualisé et adapté aux évolutions. Ces réponses sans ambages du Premier ministre renseignent sur la poursuite de la politique de rationalisation des dépenses et de diversification de l'économie nationale décidées par les

pouvoirs publics suite à la chute brutale des recettes de la fiscalité pétrolière. Pour ce faire, l'Algérie dispose encore de forts atouts pour consolider sa résilience économique, à commencer par les réserves de change qui demeurent assez confortables (107,8 milliards de dollars). Par ailleurs, Abdelmadjid Tebboune a indiqué que la main de l'Etat restera toujours «tendue aux jeunes fourvoyés». Il a évoqué, à ce titre, la question de la paix civile, invitant les différents services de l'Etat à «faire prévaloir la voie du dialogue et les solutions consensuelles dans leur traitement des différentes questions et revendications qui leur sont soumises» et à «toujours tendre la main aux jeunes fourvoyés». Il a, toutefois, rappelé que ces mêmes services «resteront fermes et rigoureux face à ceux qui recourent à la violence morale, verbale ou physique ou tentent d'entamer la paix et la stabilité du pays», a poursuivi le Premier ministre.

M.A.C.

Bouteflika s'entretient avec son homologue français Macron

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, s'est entretenu mercredi avec son homologue français, Emmanuel Macron, indique jeudi un communiqué de la Présidence de la République.

«A cette occasion, les deux chefs d'Etat ont relevé avec satisfaction les dispositions convenues entre les deux pays pour dynamiser les projets communs de coopération et de partenariat, notamment en prévision de la visite d'Etat du président Macron en Algérie dans les prochaines semaines», souligne la même source. «Les présidents Bouteflika et Macron ont également procédé à un échange de vues sur les voies et moyens de nature à concourir à l'accélération de la mise en oeuvre de l'Accord d'Alger pour la paix et la réconciliation au nord du Mali, accord dont l'Algérie est chargée du suivi de l'application, en association avec d'autres partenaires internationaux du Mali, dont la France», ajoute le communiqué de la Présidence de la République.

R. N.

Des wilayas déléguées seront promues en wilayas

Prochain mouvement dans le corps des walis

Le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé jeudi soir à Alger, qu'il sera procédé prochainement à un mouvement dans le corps des walis et à la promotion de wilayas déléguées en wilayas munies de toutes les prérogatives et ce, avant les élections locales.

M. Tebboune a précisé dans une conférence de presse, animée juste après l'adoption par les membres du Conseil de la nation, d'une motion de soutien au plan d'action du gouvernement que «nous nous attendons à ce qu'il y ait prochainement un mouvement dans le corps des walis, en vue de remplacer ceux qui ont rejoint l'équipe gouvernementale, d'autant plus que certains walis délégués seront promus walis».

Rappelant que le mouvement dans le corps des walis relève des prérogatives du Président de la République, le Premier ministre a indiqué que le retard accusé dans la désignation des walis n'a eu aucun impact sur le fonctionnement général et que les secrétaires généraux s'acquittent de la mission du suivi des affaires des wilayas par intérim.

A ce titre, M. Tebboune a affirmé actuellement, la détermination des critères propres à la création des wilayas déléguées dans les Hauts-Plateaux prend son cours et que la promotion des wilayas déléguées, créées depuis deux années, en wilayas munies de toutes les prérogatives, en vue de les intégrer dans les élections prochaines pour qu'elles puissent installer leurs assemblées respectives.

S'agissant des prochaines élections (communales et wilayales), M. Tebboune a assuré qu'elles auront lieu entre «novembre et décembre prochains», notant que la détermination des dates exactes relève des compétences du président de la République, Abdelaziz Bouteflika.

R. N.

Révision de la politique des aides de l'Etat

Consultation nationale pour atteindre le consensus

Le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé, jeudi à Alger, le lancement prochain d'une large consultation pour redresser l'effort social de l'Etat et ce, avec tous les acteurs politiques, sociaux et syndicaux, en vue d'atteindre le consensus autour de cette question.

Le Premier ministre qui intervenait lors d'une conférence de presse à l'issue de l'adoption au

Conseil de la nation d'une résolution de soutien au Plan d'action du gouvernement, a indiqué que «tous les acteurs politiques et socio-syndicaux seront consultés en vue d'atteindre un consensus national» autour des nouveaux mécanismes que devrait adopter l'Etat pour redresser son effort social. «L'Etat n'entend nullement imposer telle ou telle démarche, mais veut plutôt atteindre le consensus national pour définir

une nouvelle politique sociale destinée aux seules catégories vulnérables», a souligné le Premier ministre ajoutant que «les partis politiques qui soutiennent le programme du Président de la République seront les premiers consultés, puis viendront les autres formations politiques, les syndicats et toutes les forces sociales» désirant apporter leurs contributions. M. Tebboune avait auparavant indiqué dans ses

réponses aux membres du Conseil de la nation que «le Conseil national économique et social (Cnes) et les ministères du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale et de la Solidarité nationale et de la Famille ont été chargés de préparer une large consultation nationale pour redresser l'effort social de l'Etat».

«Une Commission consultative nationale sera installée avant la fin juillet où juste après», avait

précisé le Premier ministre, estimant que le consensus national autour de questions intéressant le pays était «une nécessité impérieuse».

«Il est tout aussi nécessaire de définir, avec le concours d'économistes, voire d'organismes étrangers, les catégories nécessitant l'aide de l'Etat et les mécanismes d'octroi de ces aides», a-t-il ajouté.

H. T.

Malgré les faibles prix du pétrole

Un surplus de 1,5 milliard par jour pour l'OPEP !

Les pays producteurs n'ont pas réussi à éponger tout l'excédent de l'offre, mais ils réalisent des profits inattendus. Leurs recettes budgétaires ne s'en portent que mieux ! L'Algérie ne fait heureusement pas exception.



Par Amine Bensafi

Certes, les stocks mondiaux de pétrole restent élevés malgré l'accord d'Alger sur la réduction de la production. Oui, les prix du brut ont diminué d'un cinquième au cours du dernier mois et l'Opep ne semble près de gagner sa bataille pour équilibrer le marché. Mais il y a une bataille cruciale que le cartel d'exportateurs de pétrole a remportée jusqu'à présent. Selon plusieurs rapports concordants, ses membres ont gagné plus d'argent cette année que l'année dernière et la perspective de revenus plus élevés est susceptible de

motiver l'Opep à reconduire les réductions de production ou même à les approfondir. Cette mobilisation de l'Opep qui est la première du genre en huit ans a fait gagner au cartel un total de 1,64 milliard de dollars par jour cette année, en hausse de plus de 10% par rapport au deuxième semestre de 2016, selon divers calculs basés sur les chiffres de l'Opep pour la production moyenne et son prix du panier brut jusqu'à 20 juin. Les rapports dont nous disposons n'ont pas donné de détails sur les surplus engrangés par chaque membre. Il aurait été intéressant que le ministère de l'Energie ou celui des Finances communique sur le sujet, ce qui aurait un effet rassurant

sur l'opinion. Il reste que par rapport au premier semestre de 2016, lorsque les prix du pétrole ont chuté pour la première fois à un plancher de 27 dollars le baril, l'augmentation du revenu représente aujourd'hui un bon spectaculaire de 43%, même si la production de l'Organisation a été peu modifiée. Ces revenus pourraient augmenter durant le reste de l'année si, comme l'Opep l'espère, une surabondance d'approvisionnement est enfin bannie. Rappelons, dans ce cadre que, l'Opep ainsi que la Russie et d'autres producteurs non-Opep ont convenu le 25 mai pour prolonger les réductions d'approvisionnement en mars, après un accord initial pour les maintenir tels quels durant le premier semestre de 2017.

Les observateurs s'attendent à ce que les gains de l'Opep soient plus élevés au cours du deuxième semestre 2017. Les revenus de l'Opep ont augmenté de 8% au premier semestre de 2017, suite à la décision prise fin de 2016 pour réduire la production globale d'environ 4%.

Il est vrai que ces acquis n'ont pas été faciles à réaliser et la hausse de la production américaine a miné l'impact voulu des coupures menées par l'Opep. En outre, la Libye et le Nigéria, deux membres du cartel exemptés des imitations, ont augmenté la production, mais pas assez pour modifier le niveau global de la baisse de la production de l'Opep au cours des six derniers mois.

Une autre bataille demeure, néanmoins, vu que les membres de l'Opep dont l'Algérie, qui accueillent ainsi des revenus supplémentaires, n'ont pas pour autant encore brisé les

déficits budgétaires. Pour équilibrer leurs comptes, les pays producteurs ont besoin d'un baril à 75 dollars, selon plusieurs analystes. Mais le signal des marchés est encourageant. Des gains plus élevés au cours du premier semestre de cette année donneraient probablement aux producteurs une motivation suffisante pour continuer et même envisager d'autres mesures.

Pour le cas de l'Algérie, Rappelons que le premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé lors de la présentation du plan d'action du gouvernement devant l'APN que «l'économie nationale est toujours stable et que sa situation est acceptable malgré la fin de l'opulence financière et le recul des ressources financières de plus de 50% depuis 2014 à cause de la baisse des cours du pétrole». Il a souligné que «la vraie crise à laquelle est confrontée l'Algérie n'est pas tant la baisse des ressources que la capacité à travailler ensemble et la confiance en soi pour atteindre les objectifs fixés à travers de simples règles applicables à tout un chacun sans aucune exception et sans transgression de la loi».

Estimant que la situation de l'économie est «acceptable», M. Tebboune a indiqué qu'en dépit des discours «pessimistes» et «sombres», les indices du développement humain «nous placent dans les premiers rangs des pays émergents en termes de taux de chômage, accès à l'eau et à l'électricité, et d'enseignement...».

A. B.

Le Brent à plus de 47 dollars à Londres

Les cours du pétrole poursuivaient la hausse hier en cours d'échanges européens, restant proches de leurs plus hauts depuis mi-juin, portés par la publication cette semaine d'une baisse de la production américaine.

En milieu de journée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 47,61 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 19 cents par rapport à la clôture de jeudi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance prenait 35 cents à 45,28 dollars.

Les cours du pétrole restaient proches de leurs plus hauts depuis mi-juin après n'avoir eu de cesse de progresser depuis six jours.

Ils ont profité en particulier mercredi de l'annonce d'une production américaine en baisse. Le département américain de l'Energie a, en effet, indiqué que l'extraction de brut avait reculé de 100 000 barils par jour au cours de la semaine dernière. Le marché pétrolier profitait, par ailleurs, de la faiblesse actuelle du dollar face aux autres devises, alors que les spéculations vont bon train sur un possible resserrement monétaire au Royaume-Uni ou en zone euro. La baisse du billet vert rend moins onéreux et donc plus attractifs les achats de brut, libellés en dollar, pour les investisseurs munis d'autres devises.

H. T.

Algérie-Etats-Unis

Les opportunités d'investissements évoquées

Le ministre de l'Industrie et des Mines, M. Mahdjoub Bedda, a reçu jeudi l'ambassadrice des Etats-Unis à Alger, Mme Joan Polaschik, avec qui il s'est entretenu sur les opportunités d'investissements américains en Algérie ainsi que sur les grandes lignes du plan d'action du gouvernement, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Le ministre a présenté à Mme Polaschik, qui lui a rendu une visite de courtoisie et d'adieu, les priorités et les grandes lignes du plan d'action du gouvernement et l'importance accordée aux PME-PMI, à l'investissement et à l'amélioration du climat des affaires dans le respect de la règle 49/51% régissant l'investissement étranger en Algérie, précise le ministère.

M. Bedda a également réaffirmé l'engagement de l'Algérie à renforcer le partenariat avec les Etats-Unis dans différents domaines, notamment l'automobile, la soustraction, les mines, la chimie, la pharmacie, l'agriculture et l'agroalimentaire.

«Les opportunités de partenariats ont ainsi été au centre des discussions entre les deux parties surtout que les compagnies américaines continuent à afficher un intérêt grandissant pour l'Algérie au regard du potentiel existant», note le communiqué.

De son côté, Mme Polaschik a évoqué «les grandes potentialités que recèle l'Algérie estimant que les opportunités d'investissement sont importantes en Algérie dans le cadre de sa politique de diversification de l'économie nationale», une occasion que «les entreprises américaines veulent saisir pour renforcer leur présence sur le marché algérien, notamment le projet de General Electric (GE) en Algérie constituant un exemple de réussite des investissements américains dans le pays».

Les Etats-Unis «veillent à renforcer leur engagement en Algérie dans le domaine économique», a affirmé Mme Polaschik qui a également souligné «le rôle très important de l'Algérie dans la stabilité régionale et dans la lutte contre le terrorisme».

En outre, elle a mis en exergue le rôle du Conseil d'affaires algéro-américain et l'accord-cadre sur le commerce et l'investissement (Tifa) qui ont permis d'ouvrir un dialogue constant entre les deux pays pour lever les obstacles devant les flux commerciaux et d'investissement bilatéraux.

Mme Polaschik a aussi évoqué l'étude en cours de réalisation par la Banque mondiale avec l'appui du gouvernement américain pour définir les filières prioritaires et les avantages comparatifs pour les exportations et le développement de l'industrie algérienne, précise encore le ministère.

M. Bedda et son hôte ont, par la même occasion, évoqué l'importance du développement des start-up par les jeunes Algériens.

Pour rappel, le gouvernement algérien a donné récemment son agrément à la nomination de John P. Desrocher, en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire des Etats-Unis à Alger.

G. O.

Affaire opposant le ministère de l'Habitat à l'espagnol Ortiz Laurent Lévy désigné arbitre en chef dans

L'ancien vice-président de la Cour d'arbitrage international de Londres, Laurent Lévy, a été désigné arbitre en chef dans l'affaire opposant le ministère de l'Habitat à l'entreprise espagnole Ortiz Construcciones au niveau du Cirdi, a annoncé le Centre national de l'arbitrage de la Banque mondiale sur son site Internet.

Laurent Lévy, un Suisso-Brésilien, sera épaulé par deux autres arbitres, le Belge Bernard Hanotiau, choisi par l'Algérie et le Canadien Yves Fortier choisi par l'entreprise espagnole Ortiz, précise le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (Cirdi). Cet ancien vice-président de la Cour internationale d'arbitrage est spécialiste des contentieux entre entreprises, principalement dans les domaines du pétrole et de la finance. Il a eu déjà à traiter plus de 200 procédures d'arbitrage.

L'entreprise espagnole du BTP a introduit le 24 janvier dernier une procédure d'arbitrage au niveau du Cirdi après l'annulation d'un accord de réalisation de plusieurs projets urbains qu'elle avait conclu en 2012 avec le ministère de l'Habitat.

Ortiz a maintenu sa procédure contre l'Etat algérien en dépit du fait qu'elle n'ait pas respecté les clauses de l'accord, notamment celles liées au transfert de savoir-faire et au choix des équipements de réalisation. Ortiz a voulu utiliser des équipements obsolètes pour la réalisation d'un mégaprojet de logements.

H. M.

Plus de 10 000 candidats retardataires concernés

Session spéciale Bac du 13 au 18 juillet

Une session spéciale pour les candidats qui n'ont pas pu passer leurs examens à cause du retard qu'ils ont mis pour rejoindre les centres d'examen est fixée du 13 au 18 juillet. Une nouvelle chance accordée par le Président de la République pour ces candidats qui n'ont pas pu ou qui n'ont pas voulu respecter les protocoles d'usage durant les examens.



Par Karima Nacer

Pour éviter des tentatives de triche grâce aux nouvelles technologies de communication, le ministère de l'Education a supprimé, comme en 2016, les 30 minutes de retard tolérées. Une instruction ferme a été donnée à cet effet, de ne plus laisser les candidats retardataires accéder aux salles d'examen après 9 h. Il s'agit, pour le ministère de l'Education, de garantir l'égalité des chances à l'ensemble des candidats. Sur les 761 000 candidats, le nombre de retardataires était de 2%.

L'exclusion des candidats au Bac à cause du retard a été fortement dénoncée par les parents d'élèves et les candidats eux-mêmes. La décision

d'exclusion a été qualifiée d'injuste par ces derniers, car elle n'a pas pris en considération les raisons objectives pouvant justifier le retard. Pour exprimer leur colère et mécontentement, de nombreux parents d'élèves ont envoyé des écrits de dénonciation à l'adresse de la ministre de l'Education nationale Nouria Benghebrit. Selon les chiffres révélés par l'inspecteur général au ministère de l'Education, Nedjadi Messeguem, il y avait 1 815 parents d'élèves qui auraient envoyé des lettres de contestation.

Lors d'une conférence de presse qu'il a animée au siège du ministère, l'inspecteur général a indiqué que la faute est aux parents et élèves eux-mêmes. Car, a-t-il expliqué, il était clairement recommandé dans les convocations que les

candidats devaient être à l'intérieur des centres d'examen à 8h30, soit une demi-heure avant le début des épreuves. «Nous avons précisé cela exprès pour permettre aux parents et aux candidats de se déplacer très tôt afin de pouvoir repérer les centres d'examen qui ne sont pas très loin de leurs lieux de résidence d'ailleurs». Pour lui, les retardataires ne sont pas innocents. «Dans la plupart des cas où des élèves ont été renvoyés par les chefs de centres d'examen, nous avons remarqué que ces derniers arrivaient souvent après 20 ou 30 minutes après le début des épreuves. Ce qui dénote, a-t-il expliqué, qu'ils étaient en train d'attendre la publication des sujets sur les réseaux sociaux». L'objectif du proto-

le en question, a expliqué la même source, est de garantir l'égalité des chances entre les élèves. «Nous sommes là pour soutenir et encourager les meilleurs et non les retardataires qui ont toujours tort d'ailleurs», a-t-il signifié. Le même responsable a promis aussi de reconduire ce protocole l'année prochaine et la possibilité de le généraliser pour tous les autres examens. «Renvoyer un élève d'un examen va apprendre à ce dernier et à ses parents de respecter le temps et d'apprendre à être ponctuel», a-t-il indiqué, en se félicitant du bon déroulement de l'examen du Bac. Le ministère de l'Education nationale a enregistré, selon Nedjadi Messeguem, 10 150 candidats absents, soit 2% sur le nombre total des candidats. **K. N.**

Crash du vol AH 5017 en 2014

Mise en examen en France de la compagnie espagnole Swiftair

La compagnie espagnole Swiftair, propriétaire du DC-9-83 affrété par Air Algérie qui a crashé en juillet 2014 au nord du Mali, a été mise jeudi en examen en France, rapportent jeudi les médias français citant des sources proches du dossier.

Le vol AH 5017 d'Air Algérie avait décollé, rappelle-t-on, le 24 juillet 2014 à 0h45 (heure locale) de l'aéroport international d'Ouagadougou à destination de l'aéroport Houari-Boumediene d'Alger avec 116 personnes à son bord. Une heure après, Air Algérie avait annoncé avoir perdu le contact alors que l'appareil survolait le Mali.

L'avion s'était écrasé dans le nord du Mali, dans la région de Gossi, avec 110 passagers à bord, dont des Algériens, des Français, des Burkinabés, des Libanais et six membres d'équipage, tous Espagnols. Swiftair, dont la responsabilité était pointée du doigt, est mise en examen pour «homicides involontaires par maladresse, impru-

dence, inattention, négligence ou manquement à une obligation de prudence ou de sécurité».

L'expertise judiciaire sur le crash avait confirmé en mai 2016 à Paris les défaillances techniques du DC-9-83 de Swiftair, révélées en avril dernier par le Bureau d'enquêtes et analyses (BEA).

Les avocats représentant l'Association AH5017-Ensemble, constituée de familles des victimes, ont estimé à l'époque, que des questions se posent sur la formation des pilotes et l'information des compagnies par les constructeurs.

Les conclusions du rapport du BEA, autorité française d'enquêtes de sécurité de l'aviation civile, avaient fait état que le système antigivre n'a pas été activé par les pilotes, relevant qu'aucun problème n'a été signalé par l'équipage lors de ses contacts avec les contrôleurs aériens d'Ouagadougou et de Niamey et aucun mes-

sage de détresse n'a été reçu par les centres de contrôle.

L'accident résulte de la combinaison des événements suivants : la non-activation des systèmes d'antigivrage des moteurs, l'obstruction des capteurs de pression, la réaction tardive de la part de l'équipage à la diminution de vitesse, l'absence de réaction de la part de l'équipage à l'apparition du buffet, du vibreur de manche et de l'alarme de décrochage et l'absence d'actions adaptées sur les commandes de vol pour sortir d'une situation de décrochage, avait résumé le rapport.

Des experts français avaient déclaré au *Figaro*, en janvier dernier, que les deux pilotes n'étaient pas préparés face à ces situations d'urgence et n'avaient pas effectué de formation complémentaire sur simulateur sur certaines procédures telles que le décrochage et la récupération.

K. T.

Saison Hadj 2017 Début de l'opération de vente de billets d'Air Algérie

La compagnie Air Algérie a invité les futurs pèlerins de la saison Hadj 2017 à acheter leurs billets d'avion, a-t-elle indiqué jeudi dans un communiqué. L'ouverture des ventes des billets du Hadj 2017 a été lancée depuis mardi 27 juin, a précisé la même source.

La compagnie aérienne nationale a ainsi invité les futures pèlerins à se présenter au niveau de ses points de ventes dédiées à cette opération. Pour rappel, le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Mohamed Aïssa, a indiqué récemment que le premier vol vers les Lieux Saints de l'Islam aurait lieu le 4 août, alors que le dernier vol était prévu pour le 26 du même mois.

Ce ministère a fixé, en avril dernier, le coût du Hadj 2017 à 376 000 DA hors billet d'avion. Ce département ministériel a indiqué que le prix du billet d'avion pour se rendre aux Lieux Saints restera à 120 000 DA pour 2017. Par ailleurs, un quota supplémentaire de 1 500 passeports de Hadj seront alloués, sur instruction du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, aux personnes âgées de plus de 70 ans et ayant participé au moins 10 fois aux opérations de tirage au sort précédentes, a annoncé jeudi un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire.

«Dans un esprit de solidarité traditionnelle et dans le respect des valeurs culturelles et humaines, et en réponse aux demandes exprimées relatives à l'accomplissement du Hadj, le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, a décidé d'allouer un quota supplémentaire de 1 500 passeports au profit des personnes âgées de plus de 70 ans et ayant participé au moins 10 fois aux opérations de tirage au sort précédentes», explique la même source. A cet effet, l'opération sera organisée le 8 juillet 2017 au niveau des sièges des 48 wilayas. «Les citoyens concernés par cette procédure peuvent consulter les listes nominatives sur le site officiel du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire www.interieur.gov.dz», conclut le communiqué.

M. L.

Accidents de la route Plus de 1 300 morts en cinq mois

Mille trois cents quarante-trois personnes ont trouvé la mort et 14 500 autres ont été blessées dans 10 206 accidents de la circulation enregistrés durant les cinq premiers mois de l'année 2017 au niveau national, selon un bilan communiqué jeudi par le Centre national de prévention et de sécurité routière (Cnpsr).

Comparativement à l'année précédente, le nombre d'accidents a connu un recul de 12,49%, ainsi que celui de décès avec une baisse de 11,46%, alors que celui des blessés a reculé de 16,43%, note la même source.

Dans le cadre de la lutte contre le fléau des accidents de la circulation, le Cnpsr a initié plusieurs opérations et campagnes de sensibilisation relatives à la prévention et à la sécurité routière, en mobilisant différents moyens, notamment les supports médiatiques destinés à faciliter la transmission du message en vue de changer les comportements des automobilistes.

Y. L.

Au 1^{er} trimestre de l'année

La télé-densité Internet en Algérie a dépassé 82%

La télé-densité Internet globale en Algérie a enregistré 82,08% au 1^{er} trimestre 2017, contre 71,17% en 2016, selon des chiffres du ministère de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du numérique, qui explique cette évolution, notamment par la progression du parc abonnés 3G et 4G fixe et mobile.



Selon les chiffres du ministère obtenus par l'APS, le nombre total d'abonnés souscrits à l'internet fixe et mobile a atteint 33,815 millions à la fin mars 2017, contre 29,538 millions d'abonnés en 2016, soit une augmentation de 4,28 millions d'abonnés, qui «s'explique principalement par la migration des abonnés GSM vers les réseaux 3G et 4G».

Par catégories, le nombre d'abonnés à l'Internet fixe qui était de 2 859 157 en 2016 a

atteint 2 954 083 à mars 2017, alors que pour l'Internet mobile, le nombre abonnés était de 26 679 543 en 2016 avant de passer à 33 815 995 à mars 2017.

Les chiffres du ministère montrent dans ce sens que la télé-densité Internet fixe, c'est-à-dire le taux d'accès Internet par rapport à la population, est passée de 6,88% en 2016 à 7,17% à mars 2017.

Estimant que la mise en oeuvre du programme de développement «permettra de passer

à plus de 7 millions de foyers à l'internet fixe à l'horizon 2022», le ministère indique que «le taux de pénétration de l'Internet dans les foyers passera, ainsi, de 43,40% en 2017 à 81% à la fin 2022, sachant que la connexion d'un foyer ou toute autre communauté (académique, administrative ou industrielle) permet le partage d'accès à Internet et la démultiplication du nombre d'utilisateurs».

A cet effet, l'Algérie «compte raccorder l'ensemble des foyers au réseau fixe très haut débit en

garantissant une qualité optimale et des débits allant jusqu'à 100 Mbps, voire plus», souligne la même source qui rappelle que «500 000 nouvelles lignes en FTTH sont en cours de déploiement par Algérie Télécom qui a engagé, par ailleurs, la modernisation de 500 000 lignes du réseau existant».

Algérie Télécom «vise à raccorder, d'ici la fin de l'année, l'ensemble des zones industrielles et offrir à chaque entreprise implantée dans ces sites une liaison d'une capacité pouvant aller jusqu'à 1 Gbits», ajoute la même source.

S'agissant de la télé-densité Internet mobile, elle est passée de 64,28% en 2016 à 74,91% à mars 2017, soit une évolution nette de 14,20% due à l'augmentation du nombre d'abonnés au réseau 4G.

Par ailleurs, les chiffres du ministère indiquent que l'étendue du réseau national à la fin mars 2017 est de plus de 85 514 km de fibres optiques et de plus de 40 215 km de faisceaux hertziens.

Pour ce qui est de la bande passante internationale, la même source note qu'Algérie Télécom «est en train d'augmenter cette bande afin de répondre au mieux aux besoins des utilisateurs nationaux», relevant qu'en mars 2017, une capacité de 910 Gbits est exploitée pour les clients d'Algérie Télécom, contre une capacité de 630,15 Gbits en 2016.

R. H.

Du 2 au 4 juillet La vice-Premier ministre du Québec en visite en Algérie

La vice-Premier ministre du Québec, ministre de la Petite et Moyenne entreprise, de l'Allègement réglementaire et du Développement économique régional du Québec, Mme Lise Theriault, effectuera, du 2 au 4 juillet, une visite en Algérie, indique jeudi un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Mme Lise Theriault sera accompagnée d'une délégation de femmes d'affaires.

La délégation canadienne arrivera à Alger le 2 juillet 2017 par le vol inaugural d'Air-Canada Montréal-Alger.

Une cérémonie sera organisée à cette occasion à l'aéroport Houari Boumediene.

«La visite de la vice-Premier ministre du Québec s'inscrit dans le cadre des relations traditionnelles entre l'Algérie et la province du Québec qui se caractérisent par leur densité humaine et par d'importants échanges économiques et culturels», précise la même source. Au cours de cette visite, Mme Lise Theriault aura des entretiens avec plusieurs hauts responsables de l'Etat.

Le renforcement de la coopération entre l'Algérie et le Québec dans les domaines économique, culturel et social à travers l'échange d'expériences, en particulier de la promotion de l'entrepreneuriat féminin, sera au centre des discussions de Mme Theriault avec ses interlocuteurs algériens.

Avant de quitter Alger, et à la veille de la célébration de la Fête de l'Indépendance, Mme Theriault déposera une gerbe de fleurs au Mémorial du martyr.

R. N.

Défaillance dans l'alimentation en eau des communes

L'Algérienne des eaux à la rescousse

L'Algérienne des eaux (ADE) a mis 120 camions-citernes à la disposition des communes non gérées par l'établissement, se trouvant notamment à l'intérieur du pays et au Grand Sud pour les aider à faire face aux difficultés dans l'approvisionnement en eau potable signalées ces dernières semaines, apprend-on jeudi auprès de l'ADE.

Les communes concernées, qui se concentrent essentiellement dans des zones éparses et ne disposant pas de réseau fiable, peuvent ainsi s'approcher des services de l'ADE pour l'acquisition de ces camions, sachant que l'établissement n'est pas responsable de la gestion de ces communes, encore confiées à une gestion communale, précise-t-on de même source.

L'Algérienne des eaux gère quelque 850 communes dont 123 par le biais de ses filiales, représentant 70% de la population du pays. Le reste des communes est encore confiée à une gestion communale marquée par une série de défaillances comme l'absence ou la vétusté du réseau, l'insuffisance de la ressource, une gestion non performante et le doute sur la qualité de l'eau, explique-t-on.

Avec la période de fortes chaleurs et l'augmentation de la consommation, les ressources disponibles dans ces communes, déjà limitées en temps normal, sont sou-

mises à de fortes tensions.

Récemment, cette situation a même fait réagir les populations de certaines communes en guise de protestations contre la défaillance en AEP.

«Le ministre des ressources en eau, Hocine Necib, a donné instruction aux responsables des unités de l'ADE de porter assistance à ces communes en mettant à leur disposition les moyens disponibles et en veillant à assurer une qualité de l'eau conforme aux normes de potabilité», indique à l'APS une source de l'ADE.

T. A.

Libye

Les Pays-Bas envoient à nouveau un diplomate permanent

Les Pays-Bas ont décidé d'envoyer à nouveau un diplomate permanent en Libye, trois ans après avoir fermé leur ambassade à Tripoli pour des mesures de sécurité, a annoncé jeudi le ministère des Affaires étrangères.

«Les Pays-Bas installent à nouveau leur propre diplomate à Tripoli», a fait savoir dans un communiqué le porte-parole du ministère, Chris Bakker, tout en ajoutant qu'il était «encore trop tôt pour la réouverture d'une ambassade dans la capitale libyenne», ce qui «nécessiterait également davantage d'argent».

Cette décision a été prise suite à une réunion entre Bert Koenders, ministre néerlandais des Affaires étrangères, son homologue libyen ainsi que le Premier ministre libyen, en visite aux Pays-Bas.

«Ceci est une première étape importante

pour être de nouveau représentés à Tripoli au niveau diplomatique», a expliqué Bert Koenders dans ce même communiqué après la réunion.

Selon le ministre, la présence d'un diplomate permanent à Tripoli est «nécessaire pour pouvoir suivre la situation complexe» de la Libye, «pour avoir de meilleures relations avec les autorités libyennes et pour mieux accompagner nos programmes de soutien dans le pays».

Le gouvernement néerlandais a fermé son ambassade à Tripoli en juillet 2014 pour des raisons de sécurité.

«L'instabilité incessante en Libye, à la frontière sud de l'Union européenne, a également de profondes conséquences pour nous, comme par exemple l'important flux de migrants», a poursuivi Bert Koenders.

H. L.

FELICITATIONS

A notre très chère et adorée Anissa Djema

A l'occasion de ta réussite à l'examen du BEM, et suite à la joie que tu nous as apportée, l'ensemble de ta famille, à commencer par tes parents, les Djemaa, les familles Azeb, Mesbahi et Hamroun te félicitent de tout cœur et te souhaitent une bonne continuation dans tes études à venir.

Bravo à toi Anissa et merci beaucoup



Recherche scientifique en santé

Le développement est tributaire de la numérisation des dossiers médicaux

Le développement de la recherche scientifique dans le domaine de la santé est tributaire de la numérisation des dossiers médicaux des patients, a souligné, jeudi à Oran, le directeur général de la recherche scientifique et du développement technologique (Drstd), Hafid Aourag.



Intervenant lors d'un workshop «Enjeux et priorités de la recherche en santé», organisé par l'Agence thématique de recherche en science de la santé (Atrss) à Oran les 28 et 29 juin, M. Aourag a estimé que «la science ne peut pas se développer en Algérie tant qu'on n'aurait pas procédé à la numérisation du dossier médical».

Pour le directeur général de la Drstd, il est impératif de numériser les dossiers médicaux qui vont suivre les patients toutes leur vie et qui seront enrichis à chaque consultation et chaque hospitalisation.

«La numérisation du dossier médical est un axe important dans l'aire du quatrième paradigme où nous vivons», a souligné le Pr Aourag qui a expliqué que la recherche scientifique est passée par quatre paradigmes : le premier était basé sur l'observation pour comprendre les phénomènes, le deuxième sur l'expérimentation, le troisième sur l'analyse avec l'introduction de l'outil informatique et enfin le quatrième, avec les big data et les quantités énormes d'informations dans tous les domaines.

Alors qu'il était censé animer une conférence sur «les projets de recherche en santé : straté-

gie et nationale et perspectives», comme annoncé dans le programme du workshop, le Pr Aourag a changé de thème, préférant aborder celui du quatrième paradigme.

Un thème développé depuis une douzaine d'années, mais toujours d'actualité, a-t-il argué, ajoutant que «l'enjeu de ce quatrième paradigme est de mettre en place des bases de données thématiques (le scale-up), de les connecter entre elles à l'échelle régionale, nationale et internationale, le scale-out) et enfin les analyser afin de tirer des informations utiles à la recherche scientifique, le scale-in). L'EHU d'Oran a été choisi

en 2013 comme site pilote pour la mise en place du projet du Dossier électronique médical (DEM). Depuis, il n'y a que quelques établissements qui ont installé des DEM pour gérer les dossiers de leurs malades, à Tizi Ouzou et Skikda notamment, a souligné pour sa part, le directeur de l'Ehuo, Mohamed Mansouri.

Opérationnel depuis 2014 dans cet établissement, avec l'informatisation du parcours des soins, le DEM offre d'importantes bases de données, qui peuvent être exploitées dans le domaine de la recherche scientifique, a-t-il ajouté.

Y. D.

Boumerdès

Vers la création d'une cité médicale à Tidjelabine

Des préparatifs sont actuellement en cours, à Boumerdès, en vue de la création d'une cité médicale devant être abritée par une zone d'activités de la banlieue de Tidjelabine à l'ouest de Boumerdès, a-t-on appris, jeudi du wali.

Selon Abderrahmane Madani Fouatif, des actions sont en cours en vue de l'aménagement d'une zone d'activité destinée à tous les investissements du secteur médical sur une surface de plus de 15 ha de la banlieue de Tidjelabine.

Cette zone, expressément sélectionnée pour sa proximité du siège de la wilaya (10 km) et des RN5 et 12, en plus de la gare fer-

roviaire, va abriter des investissements bien définis et selon un cahier des charges aux objectifs claires, a affirmé le chef de l'exécutif, citant parmi ces investissements programmés, des hôpitaux, des cliniques, et des laboratoires d'analyses médicales et de confection de médicaments, entre autres.

Il a souligné l'inscription de cette initiative au titre d'une politique globale visant la création de zones d'activités à travers la wilaya, suivant les spécificités propres à chacune de ses régions, en vue de la valorisation de leurs ressources, a-t-il indiqué.

M. Fouatif a estimé que la mise en oeuvre de cette stratégie est largement à la

portée de la wilaya, eu égard à la disponibilité, en son sein, de ressources encore inexploitées dans de nombreux domaines, dont l'agriculture, l'industrie agroalimentaire et le tourisme, notamment

Il s'est d'ailleurs félicité de la concrétisation déjà, dans la wilaya, de la première expérience pilote réussie à l'échelle nationale, avec la création, l'année dernière, d'une zone d'activités spécialisée dans les métiers de la pêche et de l'aquaculture à Zemmouri El Bahri, dont il est question actuellement d'implanter des investissements privés, a-t-il fait savoir.

F. M.

Durant le mois de Ramadhan

Plus de 2 700 poches de sang collectées à Constantine

Pas moins de 2 708 poches de sang ont été collectées au cours du mois de Ramadhan dernier, dans le cadre d'une campagne de solidarité initiée par le bureau de Souboul El Khairat de la direction des affaires religieuses et des wakfs (Darw), a-t-on appris, jeudi auprès des responsables de cette structure caritative. Cette action humanitaire qui

a été initiée en collaboration avec le centre de transfusion sanguine (CTS) du centre hospitalo-universitaire (CHU) Benbadis, intervient en application des directives relatives au programme de don de sang du mois de Ramadhan 2017, a précisé, à l'APS, M. Abdelkader Nouar. Les agents médicaux et paramédicaux de cette structure de santé étaient mobilisés «régu-

lièrement tout au long de ce mois pour traduire leur solidarité à travers ce geste salvateur du don de sang», a-t-il fait savoir, soulignant que cet acte humanitaire «s'inscrit en droite ligne des missions sociales de cette structure religieuse».

La majorité des fidèles qui ont fréquenté les 93 mosquées des 12 communes de la wilaya réservées

à cette opération, étaient mus par la volonté de contribuer à couvrir les besoins des établissements de santé en matière de poches de sang, selon M. Nouar.

Les poches collectées ont été acheminées vers le centre de transfusion sanguine pour les analyses d'usage, préalable à leur exploitation, notamment au profit des victimes des accidents de la

circulation dont le nombre s'est accru durant la saison estivale, a encore ajouté le même responsable.

Pas moins de 2 900 poches de sang avaient été collectées durant le mois de Ramadhan 2016, ont rappelé des responsables de la direction des affaires religieuses et des wakfs.

Y. A.

Cancer du sein

Des femmes bénéficieront de diverses prestations médicales

Quelque 550 femmes atteintes du cancer du sein bénéficieront durant l'année en cours à Aïn Defla de diverses prestations médicales se rapportant à cette pathologie, a-t-on appris jeudi de la présidente de l'association El Fedjr d'aide aux personnes atteintes de cancer, l'initiatrice de cette opération.

Outre les analyses médicales, des radios telles notamment la scintigraphie, l'imagerie par résonance magnétique (IRM) et le scanner constituent les prestations qui seront le plus dispensées, a indiqué Malika Mekki, qui signale que l'objectif de cette opération consiste à mettre du baume au coeur de ces personnes et de les soutenir dans des moments particulièrement difficiles.

Des chaises roulantes et des matelas seront également offerts aux patientes, a ajouté Mme Mekki, relevant que l'opération touchera notamment des malades issus de milieux défavorisés.

Faire preuve d'altruisme et prêter assistance aux personnes en difficultés procure un plaisir et un réconfort inégalables, aussi bien chez l'auteur de cette action, que chez la personne qui en bénéficie, a-t-elle soutenu, observant que la maladie est une expérience éprouvante qui affecte la personne concernée et son entourage dans de nombreux aspects de sa vie.

T. S.

Jumelage inter-hôpital

Plus de 5 800 actes médico-chirurgicaux effectués à Tamanrasset

Au moins 5 840 actes médicaux et chirurgicaux ont été effectués à l'établissement publics hospitalier EPH de Tamanrasset, durant la saison 2016-2017, dans le cadre du jumelage avec des hôpitaux du nord du pays, a-t-on appris jeudi auprès du directeur de l'EPH.

Ces actes médico-chirurgicaux spécialisés ont été effectués par des staffs médicaux relevant des hôpitaux de Béjaïa, Tizi Ouzou, Blida et Zmirli et Mustapha Bacha d'Alger, a précisé M. Abdelkader Bekka.

Ils ont porté sur 5 491 consultations et 349 opérations chirurgicales dans diverses spécialités, notamment l'ophtalmologie, l'oto-rhino-laryngologie (ORL), la neurologie, la gynécologie et la pédiatrie, et ont épargné ainsi à de nombreux malades la contrainte des déplacements vers les hôpitaux du nord du pays, a-t-il ajouté.

Ce programme de jumelage inter-hôpital a donné lieu aussi à un échange d'expériences, le transfert de savoir à travers le contact avec le staff spécialisé ayant piloté cette opération, ainsi que la formation de l'encadrement de l'EPH de Tamanrasset, selon le même responsable. D'autres équipes médicales sont attendues prochainement dans la wilaya de Tamanrasset pour mener des consultations et des actes chirurgicaux spécialisés au profit de malades dans les zones frontalières et reculées de la wilaya, a fait savoir M. Abdelkader Bekka.

T. L.

Oran

Coup d'envoi de la saison estivale à la plage "Les Andalouses"

Le coup d'envoi officiel de la saison estivale 2017 dans la wilaya d'Oran a été donné, jeudi à la plage "Les Andalouses" sur la corniche oranaise, par le secrétaire général de la wilaya et wali par intérim, Mohamed Benkeltoum.



La cérémonie d'ouverture de la saison estivale a été marquée par un défilé de jeunes cyclistes, d'un groupe de fantasia et de jeunes sportifs d'arts martiaux et sport traditionnel (matreg), très répandu à l'Ouest du pays, ainsi que des représentants de maison de jeunes et de culture de différentes communes de la wilaya d'Oran, notamment les communes côtières.

D'autre part, une exposition réunissant différents intervenants de la saison estivale a été organisée au niveau du front de mer des Andalouses où plusieurs stands ont été installés, notamment celui de la direction du tourisme et de l'artisanat, de l'Office national du tourisme (ONAT), la Direction de la Jeunesse et des Sports (DJS), la sûreté, la protection civile, la Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran (SEOR), ainsi que le secteur de l'artisanat.

D'autre part, pour la première fois, le Centre d'enfouissement technique d'El-Ançor a lancé, à l'occasion de la saison estivale 2017, une opération de tri sélectif des déchets au niveau des 33 plages autorisées à la baignade de la wilaya d'Oran.

«Nous tablons sur 20 millions d'estivants cette année dans la wilaya d'Oran et nous nous sommes préparés en conséquence. Outre la gestion de la saison estivale dans son ensemble, nous avons lancé une opération de sensibilisation sur les jets skis et autres embarcations et comment éviter les accidents par le respect des zones balisées et celles réservées exclusivement aux baigneurs», a déclaré à l'APS, le directeur du tourisme de la wilaya d'Oran, Belabbès Kaïd Omar, ajoutant que les directions de la santé et du commerce sont parties prenantes de la saison estivale pour prévenir les intoxications alimentaires.

taires.

Le directeur du tourisme a également indiqué que toutes installations nécessaires sur les plages ont été mises en place, notamment celles de la police, de la gendarmerie et de la protection civile, ainsi que les autres commodités (sanitaires, douches, parkings, ...).

Dans ce cadre, le même responsable a mis l'accent sur la gratuité des plages et des parkings au niveau des 33 plages de la wilaya d'Oran. De son côté, le président de l'Organisation algérienne de protection et d'orientation du consommateur et de son environnement (APOCE), Abdelhafid Bourezg, a souligné que durant la saison estivale la mission de son organisation consiste à lutter contre les intoxications alimentaires, la lutte contre les parkings sauvages et l'environnement.

R. O.

Fièvre aphteuse du cheptel bovin à Ghardaïa

Lancement de la campagne de vaccination

La campagne de vaccination contre la fièvre aphteuse (FA) se déroule dans de bonnes conditions sur l'ensemble du territoire de la wilaya de Ghardaïa, a assuré jeudi à l'APS le responsable de l'inspection vétérinaire par intérim, auprès de la direction des services agricoles (DSA).

Lancée mardi dernier, cette opération «gratuite», qui vise à renforcer l'immunité du cheptel bovin de la wilaya, notamment les vaches laitières, les taureaux géniteurs et les génisses, estimé à plus de 3.000 têtes, sera réalisée exclusivement par les vétérinaires de la DSA, a expliqué M. Ishak Ktila.

Pas moins de 2.400 doses de vaccin anti-fièvre aphteuse ont été fournies par le laboratoire vétérinaire régional de Laghouat, a précisé Dr Ktila, ajoutant que le protocole vaccinal prévoit une opération de rappel qui sera effectuée dans trois semaines.

La situation sanitaire du cheptel dans la

wilaya, toutes espèces confondues, est «satisfaisante», a rassuré Dr Ktila, faisant observer qu'un dispositif préventif de veille sanitaire et d'alerte des épizooties, notamment la fièvre aphteuse, est en vigueur dans les communes de la wilaya depuis avril dernier, suite à l'apparition de cas suspects dans certaines wilayas du pays.

Ce dispositif de veille «actif» et de vigilance, auquel sont associés les acteurs intervenants dans la lutte contre les épizooties, en particulier les services de l'agriculture et vétérinaires, a été renforcé par la participation des agriculteurs, des éleveurs et de membres de la société civile, a précisé le responsable par intérim de l'inspection vétérinaire.

Des prospections quasi quotidiennes sont organisées par les services vétérinaires à travers les étables et écuries des éleveurs pour déceler les indices de cette maladie (fièvre aphteuse) extrêmement

contagieuse qui touche les bovins, ovins, caprins et porcins, mais ne constitue en aucun cas une menace directe pour l'homme, a indiqué Dr Ktila.

Un arrêté du wali visant à protéger le cheptel de la wilaya a été également promulgué et porte sur une restriction des déplacements des animaux, l'interdiction des lieux de rassemblement des animaux sensibles à la maladie (bovins, ovins et caprins) tels les marchés à bestiaux, ainsi que le respect de la réglementation sanitaire et des règles d'hygiène dans les exploitations agricoles, les étables et les écuries, a indiqué l'inspecteur vétérinaire de la wilaya.

Ces mesures visent essentiellement à protéger le cheptel contre la contamination dont les répercussions socioéconomiques sont considérables, notamment dans le secteur agricole, a précisé M.Ktila assurant qu'aucun cas de fièvre aphteuse n'a été décelé dans la wilaya de Ghardaïa.

Enseignement professionnel à Tlemcen

Ouverture de nouvelles spécialités pour la rentrée de septembre

De nouvelles spécialités seront lancées au niveau de la wilaya de Tlemcen, en prévision de la rentrée de septembre prochain, a-t-on appris, de la directrice de la formation et de l'enseignement professionnels.

Ciblent l'ouverture de 7.800 postes prévisionnels de formation répartis entre 116 spécialités, cette rentrée verra le lancement de nouveaux créneaux concernant l'installation de panneaux solaires, la production de corps gras, la mécanique des sols et l'exploitation de systèmes d'assainissement, a indiqué Mme. Zeddour Mohamed Brahim Hafida, en marge d'une cérémonie en l'honneur des lauréats du secteur pour l'exercice 2016/2017.

Ces postes de formation seront répartis entre 2.725 stagiaires résidentiels, 1.326 en apprentissage et 1.785 de formations qualifiantes, très prisées par les jeunes, en plus des formations touchant la femme au foyer, les cours du soir et la formation des pensionnaires de centres de rééducation, a-t-elle précisé.

Pour réussir cette rentrée prévue le 24 septembre, la direction lancera, de coordination avec les services de l'ANEM, CNAC et ANSEJ, une campagne d'information et de sensibilisation en destination des jeunes entre les 9 juillet et le 16 septembre prochains.

Lors de cette cérémonie, 52 lauréats des 26 établissements de la formation professionnelle et de l'apprentissage de la wilaya, ont été honorés. A cette occasion, des travailleurs du secteur admis à la retraite ont été distingués.

Vainqueurs pour la seconde année consécutive de la coupe des écoles ou concours de gastronomie d'Alger, les trois lauréats de la wilaya de Tlemcen se sont vus remettre des cadeaux et prix.

Y. T.

Batna

Plus de 30 hectares de forêts ravagés par les flammes

Les flammes ont ravagé 31 hectares de forêts dans la wilaya de Batna, au cours des dernières 24 heures, a indiqué jeudi le responsable de la cellule de communication de la protection civile, Zoheir Nekaâ.

Les sapeurs-pompiers sont ainsi intervenus pour circonscire cinq incendies de bois dont le plus important s'est déclaré sur le mont Azzab sur les hauteurs Nord de la ville de Batna où 8 hectares ont été la proie des flammes dont la maîtrise a duré plus de 7 heures et a nécessité la mobilisation de 12 camions anti-incendie, 40 agents en plus d'une brigade de la conservation des forêts, selon la même source. Le second feu a détruit 1,5 hectares de couvert végétal près de la mecha Kef Lahmar dans la commune d'Ouled Selam et le troisième a ravagé une superficie analogue de chênes et de genévriers à Foum Ettoub, ajoute la même source en indiquant que le quatrième incendie a détruit 20 hectares de chaume et d'herbes sèches dans la commune de Djerma.

La dernier incendie qui a pris dans la forêt de Tadjmout dans la commune de Kimel sur les frontières de la wilaya de Khenchela était toujours combattu jeudi matin, précise la même source.

R. B.

Syrie

L'EI encerclé et piégé dans son fief de Raqa

Encerclés, les jihadistes du groupe État islamique (EI) étaient en voie d'anéantissement hier dans leur place forte de Raqa, en Syrie, un nouveau revers pour cette organisation tant redoutée qui perd du terrain dans ce pays et en Irak alors que ses finances s'épuisent.



Malgré ce revers, les jihadistes ont lancé des contre-attaques surprise dans des quartiers récemment repris par les Forces démocratiques syriennes (FDS), alliance kurdo-arabe soutenue par une coalition internationale menée par les Etats-Unis, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh). Après une

manoeuvre d'encercllement qui a pris des mois, l'alliance kurdo-arabe a coupé jeudi la dernière issue permettant aux jihadistes de fuir cette ville du nord de la Syrie, selon l'Osdh.

Cette annonce intervient trois ans jour pour jour après la proclamation par l'EI du «califat islamique» sur les territoires que ses combattants avaient conquis en Syrie et dans

l'Irak voisin. Les FDS ont «pris le contrôle d'une région au sud de l'Euphrate, coupant ainsi la dernière route que l'EI pouvait utiliser pour se retirer de Raqa», a expliqué à l'AFP, Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Osdh.

Complètement encerclés

Les combattants kurdes et arabes contrôlaient déjà les côtés nord, est et ouest, mais le flanc sud de Raqa, devenue de facto la «capitale» de l'EI en Syrie, s'avérait plus lent à conquérir car il se trouvait à la lisière du désert. «Les FDS ont pu maintenant encercler complètement Raqa», a affirmé Rami Abdel Rahmane.

Cet encercllement a été confirmé par un porte-parole de la coalition. «Les FDS contrôlent désormais toutes les avenues menant à Raqa à partir du Sud», a déclaré dans un communiqué le colonel américain, Ryan

Dillon. Cependant, l'EI ne semble pas prêt de se rendre. Venus du centre-ville toujours entre leurs mains, une quarantaine de ses membres, vêtus de l'uniforme des FDS pour tromper la vigilance de leurs adversaires, ont attaqué al-Senaa et Mechleb, deux quartiers du sud-est.

Ils ont mené trois attaques-suicides à la voiture piégées, actionné des drones avec des charges explosives, se sont emparés de six positions tenues par les FDS et ont tué plusieurs combattants, a indiqué Rami Abdel Rahmane. «Même totalement assiégés, les jihadistes sont capables de mener des opérations», a-t-il ajouté. Quelque 2 500 jihadistes combattent dans la ville, selon le général britannique, Rupert Jones, commandant en second de la coalition internationale. L'ONU a estimé que près de 100 000 civils étaient «pris au piège» à Raqa. **AFP**

Avec la prise de la mosquée de Mossoul

L'Irak voit la fin du «califat» de l'EI

Le «califat» du groupe Etat islamique (EI) touche à sa fin, trois ans, jour pour jour, après sa proclamation par les jihadistes qui ont perdu le site de la mosquée Al-Nouri à Mossoul, a déclaré jeudi le Premier ministre irakien.

Le groupe extrémiste avait proclamé le 29 juin 2014 un «califat islamique» à cheval entre l'Irak et la Syrie marqué par une longue série d'atrocités, souvent filmées par ses partisans.

«Nous assistons à la fin du faux Etat de Daech», a affirmé le Premier ministre irakien, Haider al-Abadi, en anglais sur son compte Twitter, utilisant un acronyme en arabe de l'EI.

Un porte-parole militaire de la coalition internationale antijihadistes, dirigée par Washington, a, pour sa part, estimé que la reprise totale de la cité irakienne était une question de «jours».

L'annonce officielle de la reprise «sera faite par le gouvernement d'Irak. Je ne peux pas fixer de date à sa place, mais je vois ça plutôt en jours qu'en semaines», a déclaré le colonel américain, Ryan Dillon.

Quelques heures plus tôt, les forces irakiennes avaient annoncé avoir repris le site de la mosquée emblématique alors qu'elles poursuivent leur offensive pour chasser les jihadistes de leur dernier carré de la deuxième ville d'Irak.

«Le Service du contre-terrorisme (CTS) contrôle la mosquée Al-Nouri et (le minaret) Al-Hadba», a indiqué le commandement des opérations conjointes dans un communiqué.

Un haut commandant des CTS, le général Abdel Ghani al-Assadi, a également confirmé la reprise du bâtiment, affirmant à la télévision que «la mosquée est (maintenant) derrière nos troupes».

C'est dans cette mosquée qu'Abou Bakr al-Baghdadi avait fait en juillet 2014 son unique apparition publique connue en tant que chef de l'EI, peu après que les jihadistes s'étaient emparés de Mossoul. Il avait appelé dans un prêche les musulmans à lui obéir.

La mosquée Al-Nouri et le minaret penché, connu sous le nom d'Al-Hadba (la bossue) et surnommé la tour de Pise irakienne, ont été détruits le 21 juin par les jihadistes qui les ont fait exploser.

Situés dans le Vieux Mossoul, ils étaient des monuments emblématiques de la ville et avaient acquis une importance particulière sous le règne de l'EI.

Le minaret, dont la construction a été achevée en 1172, était un symbole de la ville et est imprimé sur les billets de 10 000 dinars irakiens. Les jihadistes avaient planté leur drapeau noir à son sommet, à 45 m de hauteur. Des responsables irakiens et de la coalition internationale avaient vu dans la destruction du site un signe de la perte imminente du Vieux Mossoul par les jihadistes.

Le Premier ministre, Abadi, avait estimé qu'elle équivalait à une «déclaration officielle de défaite» alors que l'EI avait affirmé, via son organe de propagande Amaq, que les sites avaient été bombardés par l'aviation américaine.

A Mossoul, le groupe jihadiste contrôle toujours un petit secteur de la vieille ville, mais les rues étroites et la présence de nombreux civils rendent l'avancée des forces irakiennes extrêmement délicate.

Des dizaines de milliers de civils sont «retenus comme boucliers humains» dans ce secteur, selon l'ONU.

Trois ans après la prise de Mossoul par les jihadistes, le sort de leur chef Baghdadi demeure inconnu. Le 16 juin, la Russie avait affirmé dans un communiqué l'avoir probablement tué lors d'une frappe menée à la fin mai par son aviation près de Raqa, principal bastion de l'EI en Syrie.

La coalition internationale dirigée par Washington a affirmé qu'elle n'était pas en mesure de confirmer l'annonce de Moscou.

L'EI a perdu la majeure partie du terrain qu'il avait occupé et fait face en Syrie voisine à une vaste offensive d'une alliance de combattants kurdes et arabes soutenus par les Etats-Unis contre son fief de Raqa, où les jihadistes sont désormais complètement encerclés.

Mercredi, l'ONU a estimé que près de 100 000 civils étaient encore «pris au piège» dans cette ville du nord-syrien.

AFP

L'OIAC confirme une attaque au gaz sarin

L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (Oiac) a confirmé que du gaz sarin avait servi dans l'attaque contre un village du nord de la Syrie en avril dernier, d'après les conclusions d'une équipe d'experts que Reuters a pu consulter jeudi soir.

Plusieurs dizaines de personnes ont péri dans le bombardement de Khan Cheikhouna, dans la province d'Idlib, le 4 avril. L'attaque, imputée aux forces du régime de Bachar al Assad par les Occidentaux, a conduit à des frappes de missiles américains contre une base aérienne syrienne.

Dans leur rapport, les experts de la Mission d'établissement des faits (FMF) de l'Oiac soulignent, après avoir interro-

gé des témoins et examiné des échantillons, qu'«un grand nombre de victimes, dont certaines ont succombé, ont été exposées au gaz sarin ou à une substance similaire au sarin».

Réagissant à ces conclusions, le ministre britannique des Affaires étrangères, Boris Johnson, a dit hier n'avoir «absolument aucun doute» que le régime de Bachar al Assad est responsable de cette attaque.

«Nous allons poursuivre nos efforts pour imposer des sanctions aux responsables... Les gens qui utilisent des armes chimiques contre des innocents doivent rendre des comptes», a-t-il ajouté sur *Sky News*.

Aux Nations unies, l'ambassadrice des Etats-Unis, Nikki Haley, a réclamé

qu'une commission d'enquête établisse à présent les responsabilités détaillées de cette attaque chimique.

«Maintenant que nous connaissons la vérité irréfutable, nous voulons qu'une commission indépendante confirme avec exactitude qui est responsable de ces attaques brutales afin que nous puissions rendre justice aux victimes», écrit-elle dans un communiqué. Elle demande, notamment que le Mécanisme commun d'enquête de l'Oiac et de l'ONU (JIM), un organisme indépendant créé par le Conseil de sécurité en 2015, se saisisse des conclusions des experts pour identifier les auteurs de l'attaque contre Khan Cheikhouna.

Reuters

Liban

Cinq kamikazes se font exploser lors de raids de l'armée

Cinq kamikazes se sont fait exploser lors de raids de l'armée vendredi dans des camps de réfugiés syriens dans l'est du Liban, une région frontalière de la Syrie en guerre où sévissent des groupes jihadistes.

Sept soldats ont été blessés dans les attaques menées contre des unités militaires intervenues dans les camps Al-Nour et Al-Qariya dans la région d'Aarsal, a indiqué le commandement de l'armée dans un communiqué.

Les opérations militaires

s'y poursuivaient en milieu de matinée à la «recherche de terroristes et d'armes», a ajouté le communiqué militaire, sans faire état d'arrestations.

Mais une autre source militaire, interrogée par l'AFP, a affirmé qu'un nombre indéterminé de personnes avaient été arrêtées. «L'objectif de l'opération était d'arrêter un homme recherché et c'est cet homme qui s'est fait exploser en premier», a-t-elle ajouté.

«Lors de descentes dans le camp Al-Nour, un kami-

kaze a fait détoner sa ceinture explosive à l'arrivée d'une unité de l'armée. Trois soldats ont été blessés», selon le commandement militaire. Trois autres kamikazes se sont ensuite fait exploser mais sans faire de blessés.

Dans le camp d'Al-Qariya, «l'un des terroristes a fait exploser sa ceinture explosive sans faire de blessés». Mais quatre soldats ont été blessés par le tir d'une grenade, a-t-il ajouté. Plus de 1,1 million de Syriens ont fui leur pays pour se réfugier au Liban.

La guerre qui ravage la Syrie depuis mars 2011 déborde sur le Liban où la zone frontalière a été le théâtre d'attentats à la bombe et de multiples affrontements meurtriers entre l'armée et des groupes jihadistes Etat islamique (EI) et Al-Qaïda.

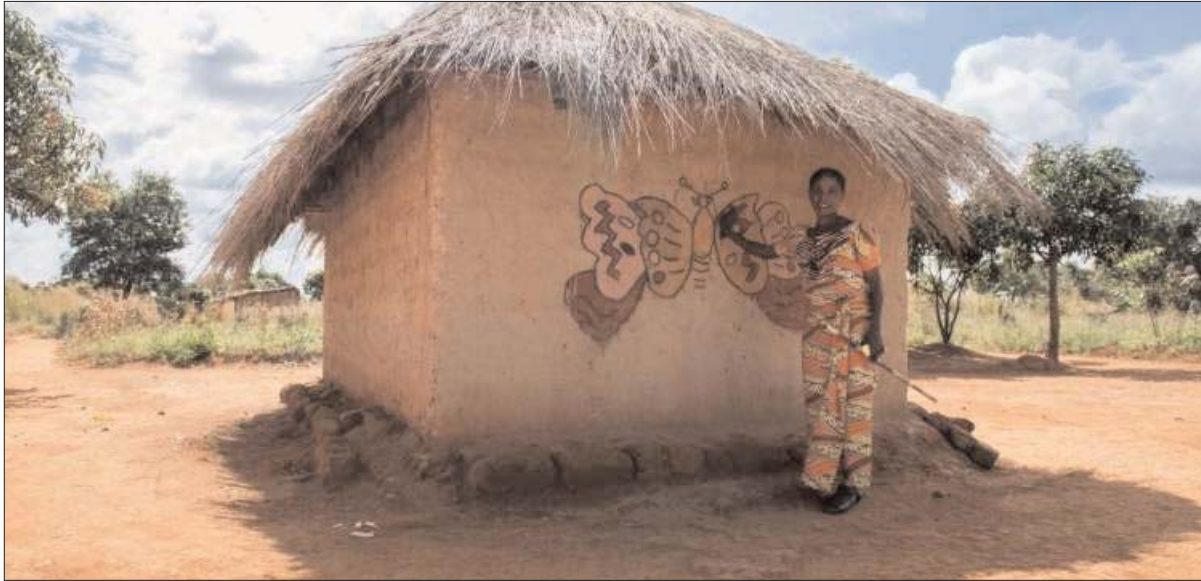
La ville d'Aarsal est frontalière de la région syrienne de Qalamoun. Et la frontière poreuse permet aux hommes armés de se déplacer d'un côté à l'autre à travers des passages non officiels.

AFP

RD Congo

Village traditionnel cherche touristes

Les mains souillées de cet argile qui donne à leur sol son ocre si caractéristique, les femmes du village congolais de Makwacha peignent leurs cases de fleurs et papillons aux tracés enfantins. Une tradition locale qui a engendré presque par accident une petite industrie touristique.



"Pour la couleur, on utilise seulement la terre. On creuse pour trouver le rose", raconte Prosperine Mwelma, 60 ans, pinceau à la main, drapée d'un pagne bleu et jaune vifs.

Dans ce village dépourvu d'électricité situé à une quarantaine de kilomètres au sud de Lubumbashi, capitale du Haut-Katanga, dans le sud-est de la République démocratique du Congo, l'aventure touristique a commencé par hasard.

Le directeur de l'Institut français local y passe un jour pendant ses vacances: il tombe amoureux de ces maisons que les habitantes recouvrent à chaque saison sèche de scènes de leur vie quotidienne, à l'aide de pigments naturels, et décide de les faire connaître au monde. Pari réussi: grâce à son soutien, quelques-unes des villageoises sont invitées à Paris en avril 2014 pour peindre et exposer des toiles. Elles en vendent huit pour 60.000 dollars.

"De nous-mêmes, on n'aurait pas pu le faire", reconnaît le chef du village Jean-Pierre Kabaso, 52 ans, assis devant sa case ornée. "À l'avenir, ça peut bien payer. Il y a d'autres projets qui vont arriver, dont

une exposition à Washington", dit-il.

"Ce sont parfois les touristes internationaux qui font découvrir aux Congolais la beauté qu'il y a chez eux... ce qui est paradoxal", relève Eric Monga, un responsable local de la Fédération des entreprises du Congo (FEC, patronat).

Touristes chinois

Dans son bureau de Lubumbashi, Isaac Sumba Maly est plongé dans l'obscurité à cause d'une coupure de courant. Tiré à quatre épingle, ce directeur du seul tour-opérateur de la région prépare sur son ordinateur portable la venue de touristes chinois.

C'est le directeur de l'Institut français qui lui a suggéré de s'intéresser au village de Makwacha et à ses peintures. Mais les visiteurs restent encore rares à faire le déplacement. Seule une centaine par an, en provenance surtout de Belgique, France et Chine, viennent admirer les peintures. Car pour se rendre en RDC, il faut de la détermination: obtenir un visa peut relever du parcours du combattant. Pour les attirer, le voyageur a créé un festival de peinture à Makwacha. Il compte aussi se rendre prochainement en Chine pour négocier un contrat avec une société privée qui souhaite envoyer ses employés en vacances à Lubumbashi.

Pour l'instant, Isaac Sumba Maly rentre à peine dans ses frais. "Le gouvernement ne m'aide pas beaucoup... trop peu", regrette-t-il, résigné.

La crise politique que traverse la RDC depuis plusieurs années, exacerbée par le maintien au pouvoir du président Joseph Kabila, dont le mandat est échu depuis décembre, le très faible niveau de développement du pays et la persistance de nombreuses milices sur le sol national dissuadent beaucoup d'étrangers de sauter le pas.

"Le Congo a une mauvaise image à l'extérieur avec l'insécurité, la guerre", déplore Isaac Sumba Maly, vêtu d'un costume impeccable en dépit de la chaleur.

Pourtant, "le Congo est vaste et, s'il y a la guerre au nord, c'est à des milliers de kilomètres d'ici ! En Israël, il y a des attentats, des bombes. Mais il y a quand même des milliers de touristes, s'insurge-t-il.

Malachite

À quelques kilomètres de là, dans le vieux quartier de Lubumbashi, le

crissement assourdissant de scies électriques s'échappe d'un atelier confiné. Des ouvriers y sculptent dans la malachite des statues de rhinocéros et de lions.

Minéral vert strié très répandu dans les environs, la malachite est un autre pari de l'agence d'Isaac Sumba Maly pour faire fructifier le patrimoine artistique de la région.

Là encore, ce sont les touristes chinois qui commencent à faire tourner la machine.

"Ils viennent passer des commandes, des grosses pièces comme des crocodiles de plusieurs mètres qu'ils ramènent en Chine", explique avec fierté Stanis Chansa, sculpteur depuis 45 ans, en essuyant les mains sur son tablier.

Mais l'heure n'est pas encore aux grandes foules.

Sur le plus grand marché d'art de la province, seules les mouches tournent au-dessus des étals chargés de cendriers, bijoux et échiquiers en malachite.

"Actuellement vous pouvez rester ici toute une journée sans clients", soupire le vendeur Isaac Kabumbu, 30 ans.

AFP

Botswana

Interdiction de l'exportation d'ânes, très prisés en Chine

Le Botswana a décidé à son tour d'interdire le juteux commerce des peaux d'âne sur son territoire après une série d'abattages sauvages destinés à nourrir la demande en provenance de Chine pour satisfaire les besoins de sa médecine traditionnelle. Dans un communiqué publié mercredi soir, le ministère de l'Agriculture a annoncé la suspension pour une durée illimitée des autorisations d'exportation de viande et de peaux d'ânes.

Des milliers d'ânes sont tués chaque année dans les pays en développement, notamment en Afrique, pour leurs peaux, réputées en Chine pour leurs vertus médicinales supposées.

Riche en gélatine, la peau est notamment utilisée pour lutter contre les insomnies ou pour retarder la ménopause. Sous le nom de "ejiao", elle est administrée sous forme de boisson et même servie avec des noix et des graines en guise d'apéritif.

La viande d'âne est aussi consommée dans les restaurants de certaines régions de Chine. Pour enrayer ce trafic, plusieurs pays africains ont déjà sérieusement encadré ou interdit les ventes d'ânes à l'étranger, notamment le Niger, le Sénégal, le Mali ou le Burkina Faso.

Comme le Kenya, le Botswana a dans un premier temps préféré l'an dernier légaliser le commerce des ânes pour assécher les exportations illégales. Il s'est finalement décidé de les interdire en raison de la poursuite des "abattages cruels et indiscriminés d'ânes", selon le communiqué du ministère.

Les autorités du Botswana ont exhorté les éleveurs et fermiers du pays à redoubler de vigilance pour protéger leurs bêtes, qui servent de moyens de transports. Principale consommatrice, la Chine a vu sa population d'ânes chuter de 11 millions de têtes dans les années 1990 à 6 millions en 2013, selon les statistiques de Pékin.

AFP

ONU

Le Conseil de sécurité entérine la réduction de la mission au Darfour

Le Conseil de sécurité des Nations unies a entériné jeudi une réduction majeure de la mission de maintien de la paix au Darfour (Minuad), suite aux pressions américaines pour couper quelque 600 millions de dollars dans le budget des opérations des Casques bleus.

Le Conseil a approuvé à l'unanimité la résolution britannique proposant de réduire d'au moins 30% le nombre de militaires et de policiers servant au sein de la Minuad, un mission conjointe entre l'ONU et l'Union africaine.

Déployée en 2007, la Minuad compte actuellement 17.000 hommes chargés de lutter contre les violences au Darfour où des groupes armés issus de minorités ethniques et se plaignant de la marginalisation de leur région avaient lancé une rébellion en 2003 contre le régime soudanais d'Omar el-Béchir.

Le conflit a coûté la vie à 300.000 personnes, selon l'ONU, et en a forcé plus de 2,5 millions à fuir.

Le budget annuel de cette force conjointe est d'un peu plus d'un milliard de dollars, l'une des plus importantes et des plus coûteuses pour les Nations unies.

Les défenseurs des droits de l'homme ont mis en garde contre un retrait des Casques bleus qui laisserait de vastes étendues de la région du Darfour sans aucun témoin international.

"Nous reconnaissons que la situation au Darfour demeure fragile", a déclaré l'ambassadeur britannique à l'ONU Peter Wilson au Conseil de sécurité, avant le vote.

"Toutefois, nous ne pouvons pas occulter le fait que la situation a évolué et il est normal que la Minuad s'adapte pour refléter cette réalité", a-t-il ajouté. "Nous ne fermerons pas les yeux sur le Darfour", a-t-il poursuivi.

La Minuad passerait à environ 11.000 hommes (8.735 soldats et 2.500 policiers) d'ici juin 2018, soit une baisse de 44% pour les Casques bleus et 30% pour les forces de police.

Mais ces coupes sont conditionnées à la protection que le gouvernement soudanais assurera dans les zones où les soldats de la Minuad seront retirés.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, évaluera dans six mois si "les conditions sur le terrain sont toujours propices à d'autres réductions".

L'Assemblée générale des Nations unies doit voter vendredi une réduction du budget global des opérations de maintien de la paix pour l'an prochain, à 7,3 milliards de dollars au lieu de 7,87 milliards actuellement.

Agence

Un policier tué dans l'attaque d'une prison de Kinshasa

L'attaque d'une prison de Kinshasa a fait un mort jeudi dans les rangs des forces de l'ordre et un autre parmi les assaillants, a-t-on appris auprès de la police de République démocratique du Congo (RDC).

On ignore l'identité des auteurs de l'attaque, mais trois d'entre eux ont été arrêtés, précise-t-elle dans un communiqué. La police ajoute que

plusieurs détenus sont parvenus à s'enfuir, sans en préciser le nombre et fait état de quatre blessés parmi ses hommes. Le gouvernement avait auparavant annoncé l'annulation du défilé militaire de la fête de l'indépendance. Des coups de feu ont été entendus aux abords de la prison, située dans le quartier de Matonge, où plusieurs dizaines de membres des forces de l'ordre et de militaires ont

été déployés. La sécurité a également été renforcée autour du siège de la télévision publique.

Quatre mille détenus se sont évadés le mois dernier de la prison de Makala, à Kinshasa, lorsqu'elle a été attaquée par des partisans de Ne Muanda Nsemi, gourou de la secte Bundu dia Kongo (Royaume du Congo, en kikongo).

Reuters

Colombie

L'ELN et les gangs, pièces manquantes à la paix

La Colombie a franchi cette semaine un grand pas en terminant le désarmement de sa principale guérilla, les Farc, mais des obstacles à la paix demeurent: la dernière rébellion active du pays, l'ELN, ainsi que les bandes criminelles comme le Clan du Golfe.

«L'ELN continue de commettre des attentats et des enlèvements, tout en demandant de négocier un cessez-le-feu», s'étonne l'analyste Frédéric Massé, interrogé par l'AFP.

Née comme les Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc) d'une rébellion paysanne en 1964, l'Armée de libération nationale (ELN) a entamé en février des négociations de paix avec le gouvernement. Mais elle reste un acteur violent en Colombie, pays déchiré depuis un demi-siècle par un conflit interne ayant fait 260.000 morts et 60.000 disparus.

Comptant 1.500 combattants, l'ELN revendique les enlèvements, l'extorsion et les attentats contre des infrastructures comme éléments essentiels de sa lutte. Encore récemment, deux journalistes néerlandais ont été séquestrés presque une semaine par la guérilla.

Ce sont justement ces pratiques qui irritent le gouvernement du président Juan Manuel Santos, qui refuse de céder à ses demandes de cessez-le-feu bilatéral tant qu'elle ne les abandonne pas.

«L'ELN doit être consciente que si elle ne déclare pas de façon publique et unilatérale que les enlèvements sont une erreur et qu'elle interdit cette arme dans la lutte rebelle, ce processus (de paix) ne va pas pouvoir avancer», estime l'expert Carlos Alfonso Velasquez.

La violence vient aussi des bandes criminelles, la principale étant le Clan du Golfe, mouvement de 1.500 hommes issu des



milices d'extrême droite, démobilitées officiellement en 2006.

«Ils n'ont aucune sorte de cause politique, sinon, tout simplement, la lutte avec violence. Donc pour faire semblant d'avoir quelque chose de politique, ils poursuivent les dirigeants sociaux ou ils les tuent. C'est le facteur de violence le plus important en ce moment», explique M. Velasquez.

En 2016, 127 militants sociaux ont été assassinés, la plupart dans les territoires de présence historique des Farc, selon l'ONU qui estime que des dissidents de la guérilla, des anciens paramilitaires, des criminels de droit commun et l'ELN sont derrière ces meurtres.

Sans oublier les dissidents

Le gouvernement a lancé deux grandes offensives pour démanteler ce gang de narcotrafiquants, dont le chef Dairo Antonio Usuga, alias Otoniel, est désormais l'homme

le plus recherché du pays.

Entre janvier et mi-mai, la police a arrêté plus de 1.300 hommes de la bande, abattu 52 de ses chefs et lui a confisqué 90 tonnes de cocaïne. Malgré cette campagne, M. Massé n'est guère optimiste: ce «groupe continuera de se structurer, car ce ne sont pas des (organisations) pyramidales mais des réseaux criminels armés, qui cherchent à nouer des alliances dans les régions reculées du pays».

Les bandes criminelles gèrent 70% de la cocaïne produite en Colombie, premier producteur de cette drogue selon l'ONU, avec le narcotrafic comme carburant du conflit interne depuis les années 1980.

Enfin, il reste quelque 400 dissidents des Farc qui ont refusé de se joindre à l'accord de paix et sont, selon le gouvernement et les analystes, motivés par des intérêts essentiellement liés au narcotrafic.

Depuis le 3 mai, ils retiennent en otage un

fonctionnaire de l'ONU, enlevé dans le département de Guaviare (sud-ouest).

Pour les experts, il est essentiel de canaliser ces dissidents et garantir le retour à la vie civile des ex-combattants des Farc pour éviter qu'ils n'intègrent des gangs.

«Au-delà du nombre de leurs membres, c'est la capacité de ces groupes, qu'il s'agisse des bandes criminelles, de l'ELN ou des dissidents des Farc, de continuer à se financer et à recruter» qui inquiète, selon M. Massé. Pour l'analyste Ariel Avila, «le grand défi» du post-conflit est de lutter contre les activités clandestines servant de sources de financement comme «l'activité minière illégale» et «la contrebande» à la frontière avec le Venezuela.

«Avec l'accord de paix, c'en est fini des justifications politiques de la violence, mais cela ne veut pas dire que les activités illégales soient terminées», souligne-t-il.

AFP

Philippines

Le président Duterte à des sommets après une année tumultueuse

■ Le président philippin, Rodrigo Duterte, a achevé hier la première année de son mandat à des sommets de popularité, après avoir embarqué ses compatriotes pour un voyage «chaotique», entre meurtres de la guerre anti-drogue et revirements diplomatiques.

M. Duterte s'est attiré les foudres des défenseurs des droits de l'homme pour une campagne sans précédent de répression du trafic de drogue, qui a fait des milliers de morts.

Il célèbre ses 12 mois au pouvoir sans avoir réglé la pire crise de son mandat, l'occupation partielle par des jihadistes d'une grande ville musulmane du sud.

L'ancien avocat de 72 ans a aussi mis à mal des décennies de statu quo diplomatique, lançant des attaques verbales contre l'allié traditionnel américain tout en tentant de se rapprocher de Pékin ou Moscou.

Mais les Philippines n'ont jamais cessé de le soutenir, témoignent les sondages de ces 12 derniers mois. Le dernier en date le crédite de 75% de satisfaits.

«Les gens aiment cet homme», explique à l'AFP Ricardo Abad, chef du département de sociologie et d'anthropologie à l'Université Ateneo de Manille, en référence au style de gouvernement d'un chef de l'Etat sûr de lui.

«Les gens ne sont peut-être pas d'accord avec sa politique, ou sont peut-être ambivalents, mais, parce qu'ils l'aiment bien, ils lui accordent le bénéfice du doute et lui font confiance».

A l'étranger, M. Duterte a fait les gros titres pour sa guerre contre la drogue, annonçant qu'il serait «heureux de massacrer» des millions de toxicomanes. Il est également célèbre pour son langage ordurier, lui qui qualifie régulièrement ses détracteurs de «fils de pute».

«Style nouveau»

Bon nombre de Philippines passent outre ces grossièretés et préfèrent voir la figure anti-establishment, l'homme pragmatique qui a de l'empathie et est prêt à des actions spectaculaires pour changer les choses.

«Il inaugure un style de gouvernance complètement nouveau, et les gens pensent probablement qu'on en a besoin», souligne Edmund Tayao, professeur de sciences politiques à l'Université de Santo Tomas.

En prêtant serment, M. Duterte, de façon caractéristique, avait refusé de mettre de l'eau dans son vin. «Le voyage va être chaotique. Mais venez avec moi quand même».

Cette dernière année, la guerre anti-drogue a été particulièrement rude.

Selon un bilan officiel, la police a tué 3.171 trafiquants et toxicomanes présumés. Des meurtriers inconnus ont abattu 2.098 personnes en rapport avec la drogue. Parallèlement, 8.200 personnes ont été tuées pour des motifs inconnus.

Les défenseurs des droits de l'homme et d'autres opposants estiment que le président philippin est peut-être en train d'orchestrer un crime contre l'humanité. Il est accusé d'inciter des policiers corrompus et des escadrons de la mort à commettre des meurtres de masse.

Jusqu'au 23 mai, la guerre contre la drogue était sa priorité mais à cette date, des jihadistes brandissant le drapeau noir du groupe Etat islamique (EI) ont mis à sac plusieurs quartiers de la ville méridionale de Marawi.

«Super majorité»

M. Duterte a immédiatement déclaré la loi martiale à travers toute la région de Mindanao, qui représente le tiers sud des Philippines et où vivent 20 millions de personnes. Il accuse les jihadistes de vouloir y décréter un «califat».

Mais en dépit d'une campagne intensive de bombardements aériens soutenue par les

Etats-Unis, l'armée n'a pas réussi à déloger les jihadistes. Les combats ont fait plus de 400 morts, selon le gouvernement, et ne semblent pas prêts de s'arrêter.

Autre signe de la popularité de M. Duterte, la «super majorité» dont il dispose à la chambre basse du Congrès, où sur 296 sièges, sept seulement sont occupés par l'opposition.

Et l'un de ces représentants de l'opposition, Edcel Lagman, a lui-même, du bout des lèvres, chanté cette semaine les louanges du chef de l'Etat.

«Malgré son comportement non présidentiel, son langage vulgaire, sa rhétorique abusive et ses déclarations politiques banales, le président Rodrigo Duterte, à sa façon impénétrable, maintient l'unité du pays», a-t-il reconnu.

Mais, d'après M. Lagman, les promesses de «changement» ne se sont pas traduites dans les faits. Si cela continue, «sa super majorité» pourrait voler en éclats.

Dans les premiers temps d'un mandat, les représentants de tous bords ont coutume de se rassembler autour d'un président populaire. Mais dès que le vent tourne, ils l'abandonnent tout aussi rapidement.

AFP



A Hong Kong, l'armée chinoise défile pour Xi Jinping

Le président chinois, Xi Jinping, a assisté vendredi, au deuxième jour de sa visite à Hong Kong, au plus important défilé militaire organisé dans l'ex-colonie britannique depuis qu'elle est redevenue chinoise, il y a exactement 20 ans.

Cette démonstration de force est intervenue quelques heures après la libération de plusieurs militants pro-démocratie qui avaient été arrêtés mercredi quand ils manifestaient leur rejet d'un durcissement de l'emprise chinoise sur leur ville.

Xi Jinping est arrivé jeudi à Hong Kong, au milieu d'un important dispositif de sécurité, pour les cérémonies du vingtième anniversaire de la rétrocession de la ville divisée, où une partie de la population est convaincue que Pékin ne respecte plus le fameux principe «Un pays, deux systèmes».

Celui-ci garantit à Hong Kong, en théorie jusque 2047, des libertés inconnues en Chine continentale.

Vêtu d'un costume Mao noir, le président chinois a assisté vendredi matin à un grand défilé militaire sur une base aérienne verdoyante du nord de Hong Kong.

Alors que la jeep à l'arrière de laquelle il était juché avançait lentement devant des rangées de militaires de l'armée de

terre, de l'armée de l'air et de la marine chinoises, Xi Jinping lançait des «Bonjour camarades!» aux troupes, qui répondaient ensemble: «Bonjour président!».

Des véhicules lance-missiles, des blindés et des hélicoptères de combat étaient soigneusement alignés au sol.

Wong et Law libérés

En toile de fond, une gigantesque bannière affirmait: «Un pays, deux systèmes», cette grande politique, est totalement mise en oeuvre».

L'Armée populaire de libération (APL), qui est officiellement chargée de la défense de Hong Kong, ne compte que des militaires de Chine continentale.

Nombreux étaient les Hongkongais qui, le souvenir de la répression du Mouvement de Tiananmen en tête, redoutaient en 1997 l'arrivée de l'armée chinoise.

Mais force est de constater que l'APL se fait extrêmement discrète depuis 20 ans dans l'ex-colonie britannique, où elle est quasiment invisible.

Un énorme dispositif de sécurité comptant des milliers de policiers a été déployé pour tenir à bonne distance une frange de la population locale qui dénonce l'influence politique grandissante de Pékin sur les affaires de l'ex-colonie britannique.

Le leader étudiant Joshua Wong et le jeune député Nathan Law, deux des visages du mouvement prodémocratie hongkongais, faisaient partie des 26 activistes arrêtés mercredi soir pour «trouble à l'ordre public» pour une action dans le centre de Hong Kong.

Ils ont été libérés dans la nuit de jeudi à vendredi après avoir menacé de contester devant la Haute Cour la légalité

de leur incarcération.

Ils n'ont pas été inculpés, a indiqué la police à l'AFP, mais libérés sous caution avec une convocation en septembre.

Graffitis antichinois

La presse a cependant fait état de l'arrestation de trois personnes pour des graffitis antichinois sur des panneaux de signalisation. Certains slogans claironnent: «Hong Kong chute depuis 20 ans».

Hong Kong Indigenes, un mouvement défendant l'indépendance du territoire, a affirmé sur sa page Facebook qu'un de ses membres avait été arrêté pour un graffiti, de même que deux de ses proches.

L'enjeu pour Pékin est d'éviter tout ce qui pourrait entraver le bon déroulement de cette première visite de M. Xi en qualité de président, à quelques mois d'un congrès du Parti communiste chinois censé conforter son pouvoir.

La ville du delta de la rivière des perles jouit sur le papier depuis 20 ans de privilèges uniques par rapport au continent, comme la liberté d'expression, un système judiciaire indépendant ou encore une dose de suffrage universel dans la désignation de son organe législatif.

Mais plusieurs incidents ont renforcé les craintes quant à l'attitude de la Chine, et notamment la «disparition» en 2015 de cinq libraires, connus pour publier des titres salaces sur les dirigeants chinois. Ils avaient ensuite refait surface sur le continent.

Une mouvance radicale, favorable à l'autodétermination voire à l'indépendance, est apparue dans la foulée de l'échec du «Mouvement des parapluies» de 2014.

AFP

Washington annonce 1,42 milliard de dollars de ventes d'armes à Taïwan

Le département américain d'Etat a annoncé jeudi que les Etats-Unis envisageaient de vendre pour 1,42 milliards de dollars d'armes et équipements militaires à Taïwan.

Cette vente, la première depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump en janvier, a été critiquée par l'ambassadeur de Chine à Washington.

Cui Tiankai a prévenu qu'elle nuirait «à la confiance mutuelle entre les deux parties» et qu'elle allait à l'encontre de «l'esprit du sommet de Mar-a-Lago», la résidence de Trump en Floride où le président américain a reçu son homologue chinois Xi Jinping début avril.

Heather Nauert, porte-parole du département d'Etat, a précisé qu'un total de sept contrats avaient été soumis au Congrès pour approbation. L'ensemble porte notamment sur la livraison de missiles à haute vitesse, de systèmes de détection radar et de torpilles. Pour le département d'Etat, ces contrats démontrent que les Etats-Unis «soutiennent la capacité de Taïwan à conserver une capacité d'autodéfense suffisante» mais ne modifient pas le principe d'une seule Chine qui régit la politique chinoise de Washington (les Etats-Unis reconnaissent la Chine et pas Taïwan).

Reuters

Etats-Unis : le décret migratoire de Trump entre en vigueur

Qui sera admis, qui sera refoulé ? Les nouvelles restrictions d'entrée aux Etats-Unis prévues par le décret anti-immigration de Donald Trump sont entrées en vigueur jeudi soir, les voyageurs des pays concernés et les associations de réfugiés s'inquiétant d'un risque d'arbitraire.

Après cinq mois de contentieux devant les tribunaux, de nombreuses questions restaient en suspens sur la plus controversée des mesures du président républicain, réinstaurée partiellement lundi par la Cour suprême à Washington.

Le décret a officiellement pris effet jeudi à 20h00 (heure de Washington, vendredi 00h00 GMT).

Le dispositif censé prévenir l'arrivée de «terroristes étrangers» interdit temporairement l'entrée aux Etats-Unis aux ressortissants de six pays musulmans (Syrie, Libye, Iran, Soudan, Somalie et Yémen), ainsi qu'aux réfugiés du monde entier.

Mais sa portée a été limitée par les hauts magistrats: le texte exempte quiconque pouvant justifier d'une «relation valable avec une personne ou une entité aux Etats-Unis».

Ainsi, quelqu'un venant rendre visite à un membre de sa «famille proche» sera admis. Tout comme le sera un étudiant intégrant une université américaine ou un salarié recruté par une entreprise locale. Ou encore un professeur convié à donner une conférence aux Etats-Unis.

La notion de «relation valable» a plongé les juristes dans la perplexité. Comment un réfugié syrien pourrait-il prouver l'existence d'un lien préalable entre lui et les Etats-Unis, se sont-ils demandés.

Dans un câble adressé aux ambassades américaines et dans une conférence téléphonique ouverte à la presse jeudi, des responsables gouvernementaux ont tenté de rassurer et d'apporter des clarifications.

Belle-fille admise, pas la grand-mère

«Nous nous attendons à ce que tout se déroule sans problème», a assuré l'un de ces responsables.

La notion de «famille proche» regroupe «les parents (y compris les beaux-parents), les époux, enfants, fils ou fille adultes, gendres, belles-filles et membres de la fratrie, qu'il s'agisse de frères et sœurs entiers ou de demi-frères et demi-sœurs», a précisé le télégramme diplomatique.

Sont donc exclus les grands-parents, petits-enfants, oncles et tantes, neveux et nièces, cousins, fiancés, beaux-frères et belles-sœurs.

Jeudi soir, l'Etat américain de Hawaï a demandé au juge Derrick Watson de clarifier l'étendue de la mesure et de préciser la notion de «famille proche».

«A Hawaï, la notion de «famille proche» inclut beaucoup de gens que le gouvernement fédéral a décidé de lui-même d'exclure de cette définition», a déclaré dans un communiqué le procureur général de Hawaï, Douglas Chin, selon qui les restrictions «pourraient violer l'arrêt de la Cour suprême».

La «relation valable» doit selon l'administration être «formelle, documentée et avoir été établie dans des circonstances ordinaires plutôt que dans l'objectif d'échapper au décret».

Une simple réservation hôtelière ne sera pas considérée suffisante pour qu'un touriste originaire d'un des six pays obtienne un visa, cela même dans le cas où il aurait déjà versé de l'argent.

Le tri s'effectuera au niveau des ambassades à l'étranger et le gouvernement s'attendait à un impact limité sur le sol américain. Mais, dans certains aéroports, on était dans l'expectative.

«Le monde a le regard braqué sur les Etats-Unis», confiait à l'aéroport Kennedy de New York Murad Awawdeh, de la New York Immigration Coalition.

«Cette administration est en train de redéfinir ce qu'est une famille. J'ai été élevée par mes grands-parents, donc je ne peux imaginer qu'ils soient considérés comme extérieurs à la famille», relatait de son côté Rama Issa, directrice de l'Arab American Association of New York.

Eviter le chaos

«Je suis fiancée et vais me marier. J'ai de la famille aujourd'hui en Syrie, non seulement mon père mais aussi des oncles et tantes que j'aimerais bien voir à mes noces, mais hélas ils ne pourront pas venir», ajoutait-elle.

Sans nul doute, les autorités américaines ne veulent pas voir se reproduire le chaos qu'avait causé le 27 janvier l'application d'une première version du décret migratoire.

Celui-ci avait déclenché des réactions outrées dans le monde. Les aéroports américains avaient été les théâtres de manifestations spontanées, des arrivants s'étant retrouvés brutalement détenus et menacés d'expulsion.

Cette fois, «il y a des chances de voir se produire une certaine confusion, même s'il est trop tôt pour le vérifier. Nous serons prêts au cas où les gens ont besoin de nous», a déclaré à l'AFP, Gregory Chen, de l'American Immigration Lawyers Association.

Le premier décret avait été suspendu le 3 février par un juge fédéral, tout comme la deuxième mouture du texte en mars. Selon les magistrats, le décret était discriminatoire envers les musulmans.

AFP

Corée du Nord

Trump durcit le ton, sanctionne une banque chinoise

L'administration Trump a durci le ton jeudi dans la gestion du dossier nord-coréen en annonçant, pour la première fois, des sanctions contre une banque chinoise, quelques heures avant la réception à la Maison Blanche du président sud-coréen Moon Jae-In.



Si le secrétaire au Trésor Steven Mnuchin a martelé que ces sanctions ne visaient «en aucune façon» la Chine, la démarche marque clairement un tournant pour le président américain qui a, pendant plusieurs mois, salué les efforts de Pékin pour tenter de faire renoncer Pyongyang à ses programmes nucléaire et balistique.

L'annonce concrétise un changement de pied qu'il avait laissé

entrevoir il y a dix jours dans un tweet chargé de sous-entendus: «J'apprécie grandement les efforts du président Xi et de la Chine pour aider sur la Corée du Nord mais ils n'ont pas fonctionné».

Accusée d'avoir facilité des transactions au profit de compa-

gnies impliquées dans le développement de missiles balistiques, la Bank of Dandong a été mise à l'index et sera désormais privée d'accès au système financier américain.

L'administration américaine a par ailleurs mis sur sa liste noire deux ressortissants chinois, accusés de faciliter le développement d'armes de destruction massive. Selon le Trésor, ces initiatives «ont été prises en réponse au contournement continu des sanctions internationales par la Corée du Nord, ainsi qu'au développement d'armes de destruction massive».

La rencontre entre Donald Trump et Moon Jae-In débutera par un dîner jeudi soir à la Maison Blanche en présence de leurs épouses.

Le président américain et son homologue coréen, qui plaide pour une forme d'ouverture vis-à-vis de la Corée du Nord, se retrouveront

vendredi matin pour un tête-à-tête dans le Bureau ovale. S'ils ont prévu de faire des déclarations, aucune conférence de presse n'est annoncée.

«Augmenter la pression»

Donald Trump a fait de l'arrêt des programmes nord-coréens l'une de ses priorités. «La stratégie du président est d'augmenter de manière significative la pression - à la fois économique et diplomatique - sur la Corée du Nord afin de la faire changer d'approche», explique un responsable de la Maison Blanche. «A ce stade, nous ne voyons aucune indication d'une volonté de réduire la menace», a-t-il ajouté.

Washington garantit la sécurité de la Corée du Sud. Quelque 28.000 soldats américains y sont déployés face à une Corée du Nord qui multiplie les essais de missiles —cinq depuis l'entrée en

fonction de M. Moon— dans sa quête pour mettre au point un engin balistique intercontinental susceptible de porter le feu nucléaire sur le continent américain.

Dans l'avion qui l'emmenait aux États-Unis, M. Moon a expliqué l'approche en deux temps qu'il appelle de ses vœux: gel des programmes en cours et discussions, puis dialogue approfondi pour le démantèlement total du programme nucléaire nord-coréen.

«Sans récompenser la Corée du Nord pour son comportement répréhensible, la Corée du Sud et les États-Unis devraient examiner ensemble ce qu'ils pourraient donner au nord en échange d'un gel de son programme nucléaire», a-t-il déclaré.

«Nous devrions entamer un dialogue avec la Corée du Nord», a-t-il ajouté, précisant qu'il devait se faire sous conditions. «Au minimum, la Corée du Nord devrait s'abstenir de tout nouveau test nucléaire ou balistique et permettre un gel de son programme».

Le bouclier anti-missiles américain devrait aussi figurer en bonne place des discussions. Des éléments du système Thaad (Terminal High Altitude Area Defense) ont déjà été installés en Corée du Sud mais Séoul a gelé la poursuite du déploiement après une virulente campagne de la Chine, principal allié de Pyongyang.

La Maison Blanche a par ailleurs promis des discussions «amicales» mais «franches» sur la question des échanges. Le président américain entend soulever, comme il fait avec nombre de ses interlocuteurs étrangers, la question du déficit commercial des États-Unis.

AFP

Venezuela

L'ex-commandant de la Garde nationale convoqué par la justice

■ L'ancien commandant de la Garde nationale vénézuélienne a été convoqué par les services de la procureure générale de la République pour répondre d'accusations de violations «graves et systématiques» des droits de l'homme lors des manifestations antigouvernementales en cours.

Le général Antonio Benavides, qui a été relevé de ses fonctions la semaine dernière, doit comparaître le 6 juillet, ont précisé jeudi les services du ministère public.

«Nous avons les preuves d'un usage excessif de la force pour réprimer les manifestations, de l'utilisation d'armes à feu interdites (...), de traitement cruel et de torture contre des personnes appréhendées ainsi que de perquisitions sans mandat et d'atteintes à la propriété», peut-on lire dans le communiqué des magistrats.

Depuis début avril, l'opposition au président Nicolas Maduro manifeste presque tous les jours contre ce qu'elle qualifie de dérive dictatoriale du successeur d'Hugo Chavez. Les manifestations ont fréquemment dégénéré en affrontements avec les forces de l'ordre et on compte près de 80 morts.

Le général Benavides a été muté la semaine dernière après que des hommes placés sous son commandement ont été filmés alors qu'ils tiraient sur des manifestants. Il a été intégré au sein de l'administration du district de la capitale, qui n'a fait aucun commentaire.

La procureure générale de la République, Luisa Ortega, ex-soutien du régime chaviste, a rompu avec Maduro et dénonce l'usage excessif de la force par les membres de la Garde nationale ainsi que le recours croissant aux tribunaux militaires pour juger les manifestants interpellés.

Reuters

Conformité avec les nouvelles directives de sécurité

Washington met en garde les compagnies aériennes

■ Les compagnies aériennes qui ne se mettront pas en conformité avec les nouvelles directives américaines en matière de sécurité risqueront d'être interdites d'accès à l'espace aérien des États-Unis, a précisé jeudi un responsable du département de la Sécurité intérieure.

Elles s'exposeront aussi à une révocation de leur certificat leur permettant de desservir des aéroports américains, a ajouté ce fonctionnaire de haut rang.

L'administration Trump a annoncé mercredi un renforcement des mesures de sécurité pour tous les vols à destination des États-Unis.

Certaines de ses mesures doivent entrer en vigueur d'ici trois semaines et induiront des contrôles supplémentaires pour les 325.000 passagers arrivant chaque jour aux États-Unis.

Il s'agit notamment de mener des contrôles accrus sur les passagers et sur le matériel électronique (ordinateurs, tablettes) en leur possession.

Selon ce haut responsable du département de la Sécurité intérieure, il n'est pas question que ces mesures soient financées par le gouvernement fédéral. Il a par ailleurs rejeté les reproches émanant de compagnies aériennes qui ont déploré l'absence de coordination dans l'élaboration de ces nouvelles mesures de sécurité.

Reuters

Trump/Poutine

Première rencontre la semaine prochaine

Le président américain, Donald Trump, rencontrera son homologue russe, Vladimir Poutine, la semaine prochaine en marge du sommet du G20 organisé la semaine prochaine en Allemagne les 7 et 8 juillet, ont annoncé jeudi la Maison blanche et le Kremlin.

Cette rencontre sera le premier tête à tête entre les deux hommes depuis l'investiture de Donald Trump. Elle intervient alors que la Russie est soupçonnée aux États-Unis d'interférences dans la campagne présidentielle de 2016 et que Moscou est visée par des sanctions occidentales en raison de l'implication de Moscou dans le conflit ukrainien.

H.R. McMaster, conseiller américain à la Sécurité nationale, a déclaré à la presse qu'aucun calendrier précis n'avait été établi pour cette rencontre semée d'embûches pour Donald Trump. Depuis son élection en novembre dernier, Donald Trump doit faire face à des accusations de collusion avec Moscou de certains membres de son équipe de campagne.

Les États-Unis et la Russie sont également impliqués dans le conflit syrien où ils soutiennent deux camps rivaux, des groupes rebelles pour Washington et le régime de Bachar al Assad pour Moscou. Au cours de sa cam-



pagne, Donald Trump a plusieurs fois appelé à une amélioration des relations avec la Russie même si des membres du Parti républicain continuent de le prier d'aborder ce dossier avec la plus grande prudence.

«Comme le président l'a clairement énoncé, il souhaite que les États-Unis et l'Occident dans son ensemble aient une approche plus constructive de leurs relations avec la Russie, mais il a également clairement dit qu'il ferait le nécessaire pour répondre à l'attitude déstabilisa-

trice de la Russie», a déclaré H.R. McMaster.

Moscou n'a pas apprécié les menacées proférées cette semaine par la Maison blanche contre la Syrie et les déclarations selon lesquelles l'armée de Bachar al Assad préparerait une nouvelle attaque chimique.

Sergueï Lavrov a de son côté prévenu mercredi que Moscou réagirait si Washington prenait des mesures à l'encontre des forces gouvernementales syriennes.

Reuters

Danse classique

Le spectacle *Rêve d'une ballerine* présenté à Alger

Un spectacle de danse classique mettant en avant les étoiles montantes algériennes en matière de ballet et de chorégraphie a été présenté au public, jeudi soir à Alger par les jeunes danseuses de la coopérative culturelle Arabesque.



Intitulé *Rêve d'une ballerine*, ce spectacle a été présenté sur la scène de l'Opéra d'Alger Boualem Bessaïh qui a affiché complet pour l'occasion.

Plusieurs tableaux de danse classique universelle ont été exécutés par différentes formations issues des classes de danse de la coopérative Arabesque, offrant à une cin-

quantaine de petites filles l'occasion de se produire pour la première fois dans une salle de spectacle et devant un public aussi nombreux.

Un ballet de jeunes ballerines âgées entre 5 et 12 ans a été présenté au public en plus de quatre nouvelles danseuses solistes qui ont fait preuve d'une maîtrise admirable sur scène.

Ces jeunes élèves ont également démontré l'importance du «travail fourni par les formateurs et chorégraphes» de l'école, mais aussi l'importance du «potentiel artistique dont regorge la jeunesse» algérienne, ont indiqué des spectateurs, relevant la nécessité de «multiplier» ce genre d'établissement et ce genre de spectacles.

Fondée depuis plus de 30 ans par la chorégraphe Fatma Zohra Namous Snouci, qui a également dirigé le ballet national, cette coopérative a produit des dizaines de spectacles, dont certains présentés à l'étranger, et participe chaque année au Festival international de danse contemporaine d'Alger depuis sa création.

M. T.

Fêtes de l'indépendance et de la jeunesse

Concours des meilleurs talents de la chanson

La Ligue des arts de la chanson et de la musique de la wilaya d'Alger organisera, dans le cadre des festivités célébrant les deux fêtes de l'indépendance et de la jeunesse, un concours pour la sélection du meilleur talent dans le domaine artistique, a-t-on appris auprès du président de la Ligue, Latrech Ahmed.

Organisé pour la 3^e année consécutive, ce concours s'inscrit dans le cadre des célébrations des deux fêtes de l'indépendance et de la jeunesse pour donner l'occasion aux jeunes talents de se distinguer dans les domaines de la chanson et de la composition, a précisé à l'APS, M. Latrech.

Les préparatifs de ce concours ont commencé depuis presque une année avec la participation de 350 jeunes des deux sexes, âgés de 18 à 25 ans, a indiqué le même responsable, ajoutant que les 25

meilleures voix, auteurs et compositeurs ont été sélectionnés pour participer à une session de formation intensive au Camp des jeunes de loisirs de Zéralda. Au terme de cette session, supervisée par des artistes et musiciens, 10 ont été admis au concours final dont l'organisation aura lieu la semaine prochaine.

Lors de la cérémonie prévue le 3 juillet prochain à la piscine de proximité de Birtouta, les lauréats se verront décerner des prix constitués de chèques et de sessions de formation dans le domaine, outre la participation aux diverses activités artistiques et de divertissement qu'aura à organiser la Ligue avec la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Alger.

Les lauréats auront accès au studio de la Ligue pour l'enregistrement de leurs

propres œuvres artistiques, ce qui constitue un grand soutien apporté à ces gagnants, a déclaré M. Latrech, qui a affirmé que la Ligue des arts de la chanson et de la musique oeuvre à offrir à chaque jeune l'occasion de se distinguer et d'affirmer son talent.

Par ailleurs, un tournoi de beach-volley opposant les Maisons de jeunes et les quartiers populaires de la capitale dédié aux catégories juniors et cadets, sera organisé du 20 au 25 juillet prochain par l'Office des établissements de jeunes (Odej) d'Alger, en coordination avec l'Association de jeunesse des arts urbains et activités de plage au niveau de la plage El Kadous (Alger), a-t-on appris auprès d'une source de la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Alger.

G. L.

Festival «Là-haut sur la colline» en France

Exposition du calligraphe algérien Smaïl Metmati

L'artiste-peintre et calligraphe algérien Smaïl Metmati expose au Festival «Là-haut sur la colline» prévu du 29 juin au 02 juillet dans la ville de Nancy (nord-est de la France), où il présentera une nouvelle collection de tableaux et de calligraphies en tiffinagh, a-t-on appris auprès des organisateurs.

Intitulée «Calligraphies berbères», l'exposition, organisée en partenariat avec Culture berbère 54 - une association culturelle qui oeuvre à la promotion de toutes les composantes de la culture berbère d'Afrique du Nord - comporte également des ateliers de calligraphie en tiffinagh animés par l'artiste.

Diplômé de l'Ecole supérieure des beaux-arts d'Alger, Smaïl Metmati, spécialiste en calligraphie arabe et décoration sur bois, se distingue par l'utilisation de l'alphabet tiffinagh comme matière première iconographique et point de départ à ses créations.

Puisant son inspiration dans la richesse du patrimoine culturel algérien et nord-africain, Smaïl Metmati utilise le qalam (plume taillée dans le roseau) pour offrir une seconde vie à une écriture ancienne.

L'artiste-peintre qui oeuvre pour faire découvrir l'alphabet, la phonétique et la calligraphie en tiffinagh au grand public anime aussi des ateliers lors de différentes manifestations culturelles organisées à travers l'Algérie, notamment au Festival international des arts de l'Ahaggar à Tamanrasset entre 2011 et 2014.

Organisé par la société civile de la ville de Nancy, ce festival «Là-haut sur la colline» prévoit également des représentations théâtrales et des débats sur des thèmes liés à la jeunesse.

H. L.

Participation de Khaled et Mami

Ouverture du Festival international de Timgad le 6 juillet prochain

La soirée d'ouverture de la 39^{ème} édition du Festival international de Timgad aura lieu le 6 juillet prochain au Théâtre de plein air mitoyen à l'ancien théâtre de la cité antique Thamugadi (wilaya de Batna), a indiqué jeudi le directeur de la culture, Omar Kebour.

La première soirée sera typiquement algérienne avec à l'affiche cheb Khaled tandis que l'ultime soirée sera animée le 13 juillet par cheb Mami, a précisé le même responsable qui a annoncé la participation de stars arabes et nationales, Assi El Helani et Hamid Belbeche.

Le directeur de la culture a également indiqué que les préparatifs sont en cours pour mettre au point toutes les conditions pour la tenue de cette manifestation dont la première édition remonte à 1967.

La ville de Timgad s'est depuis quelques jours faite belle pour accueillir les hôtes du plus vieux des festivals musicaux d'Algérie.

L. Y.

PAROLES DE FEMMES

«La curiosité est indispensable, elle diminue la peur de la Mort.»

Isabelle Chenebaul



FEMMES

ILS ONT DIT :

«La curiosité est probablement l'un des plus beaux mobiles lorsqu'il est convenablement servi.»

François Gros

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

Enceinte de 8 mois, Kate Middleton a fait une folie

Kate Middleton est une grande amatrice de tennis. Une passion qui aurait pu lui faire faire une belle bêtise, quand elle était enceinte de son premier enfant.

En juillet prochain, le prince George fêtera ses 4 ans. Le «petit chenapan» comme l'aime l'appeler son père, grandit bien vite. Le petit garçon attendrit chaque jour un peu plus le peuple britannique.

Hyperactif avec un sacré caractère, le petit bonhomme fait très souvent la une des journaux anglais. Toujours partant pour se dépenser, le jeune homme, bien qu'encore très jeune, pourrait bien devenir un grand joueur de tennis. Le tennis, un sport de famille chez les Middleton. La sœur de Kate, Pippa, a commenté Wimbledon et Kate et le Prince William possèdent leur propre terrain dans leur résidence de Anmer Hall.

Une passion pour le tennis qui aurait pu causer quelques tracas à Kate Middleton lorsque qu'elle était enceinte du petit George. En juillet 2013, Andy Murray battait Novak Djokovic sur le gazon londonien. Très déçue, la duchesse de Cambridge n'avait pas pu se rendre à la finale. Ce n'est pour-

tant pas faute d'avoir essayé. Dans le documentaire *Sue Barker: Our Wimbledon*, Kate Middleton, passionnée de tennis y livre quelques confidences. Elle avoue avoir remué ciel et terre pour assister à cette fameuse finale de 2013. La jeune femme, enceinte de huit mois, a essuyé un refus catégorique de la part de son médecin. Respectant cette décision prise pour son bien, la duchesse de Cambridge confie dans le documentaire avoir adressé un petit mot de félicitations au grand vainqueur, Andy Murray : «J'étais très, très enceinte. Je lui ai écrit après-coup pour lui dire que j'étais désolée de n'avoir pas été là». Quelques jours plus tard, le 22 juillet, le petit George venait au monde.



CANCER DU SEIN

LE CHOLESTÉROL, UN NOUVEL ENNEMI

Surveiller son cholestérol ne protège pas seulement vos artères. Un cholestérol élevé augmente aussi le risque de développer un cancer du sein, selon des chercheurs.

Il est établi que l'œstrogène intervient dans le développement de nombreux cancers du sein. Des chercheurs américains soulignent le rôle d'une molécule capable de " singer " l'œstrogène. Présente dans le cholestérol, elle favoriserait le cancer du sein. Comment ? Par une sorte de mimétisme. La

molécule appelée 27HC parvient alors, tout comme l'œstrogène, à contribuer à la croissance des cellules tumorales dans le sein. C'est ce qu'ont découvert Philip Shaul, pédiatre et biologiste à l'université du Texas, et Donald McDonnell, biologiste à l'institut du cancer de Duke en Caroline du Nord. Leurs résultats sont parus dans les revues scientifiques *Cell Reports* et *Science*.

Le Dr Mc Donnell démontre que des souris nourries avec des aliments gras, donc à risque de cholestérol, sont plus exposées au cancer du sein. De son côté, son confrère le Dr Shaul confirme le rôle du 27HC dans la survenue du cancer du sein. Sur la base d'échantillons de patients d'un hôpital, il s'est aperçu que les femmes souffrant de cancer du sein présentent

3 fois plus de 27HC dans leurs cellules saines que les patientes en bonne santé.

Autre constat, les patientes le moins pourvues d'une enzyme capable de bloquer la molécule 27HC dans les tumeurs ont moins de chances de survie.

L'intérêt de traiter son cholestérol

Si le lien entre le 27HC et le niveau de cholestérol reste flou, ces deux études suggèrent que les médicaments anti-cholestérol comme les statines pourraient réduire l'effet de cette molécule. Mieux, il se pourrait que ces traitements puissent ralentir la progression de certains cancers du sein. Une hypothèse qui reste à démontrer.



Les DÉBATS

Quotidien national
d'information

Edité par la SARL
MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante **Naima MAHMOUDI** • Directeur de la publication **Aïssa KHELLADI** •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : **021.63.45.42** -

Fax : **021.63.45.13** - Service Publicité : **021.63.42.65** • Email : **Lesdebats@hotmail.com** •

Web : **http://www.lesdebats.com** • Impression **SIA** • Publicité **ANEP** 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : **021.73.30.43**

SPORTS

Réunion du CE de la FAF

Les clubs Ayant plus de 200 millions de dettes interdits de recrutement

Voile/Championnat d'Afrique "optimist" L'Algérie présente avec 6 athlètes à Alexandrie

■ Six athlètes représenteront l'Algérie lors du championnat d'Afrique de voile, série "optimist", prévu du 1er au 6 juillet 2017 à Alexandrie (Egypte), a indiqué la Fédération algérienne de voile (FAV). Il s'agit de Bouhadi Walid, Oussama Bendjaoui, Dermichi Abderrahmane, Mohamed Lazreg et Maghraoui Abdelkader chez les garçons ainsi que Bousouar Amani chez les filles. Cinquante-et-un (51) athlètes issus de 10 pays prendront part à cet événement, à savoir l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, l'Egypte, l'Angola, le Mozambique, la Tanzanie, les Seychelles, l'Afrique du Sud et les Emirats arabes unis (invités).

La compétition se déroulera en course éliminatoire entre deux équipes et l'équipe ayant le moins de points se qualifie pour le prochain tour. Les épreuves individuelles sont au programme du premier, troisième et quatrième jours de compétition, alors que le deuxième jour sera consacré aux épreuves par équipes. En prévision de ce championnat, la FAV avait programmé un stage de présélection en présence de 22 athlètes du 4 au 8 juin, à Mostaganem, encadré par l'entraîneur national El Ghali Dahah et son adjoint Laaziz Houari pour dégager une liste de six athlètes. Les sélectionnés ont été appelés par la suite à un stage de préparation sur les mêmes lieux, du 18 au 22 juin. Les Algériens seront conduits en Egypte par Drimchi Sid Ali, membre du Bureau fédéral.



Les clubs ayant cumulé «plus de deux millions de dinars» de dettes seront interdits de recrutement lors de la prochaine période d'enregistrement de joueurs, a annoncé jeudi la Fédération algérienne de football (FAF), lors de la réunion de son bureau exécutif à Alger.

«Les clubs réfractaires seront convoqués par la commission de discipline à partir du 20 juillet», a encore fait savoir l'instance via son compte Facebook officiel.

Depuis le lancement du professionnalisme dans le football algérien en 2010, des dizaines

de joueurs se plaignent chaque saison du non-paiement de leurs salaires. Des affaires ont été traitées en Algérie et certains joueurs ont saisi la Chambre de résolution des litiges (CRL) de la FAF pour avoir gain de cause.

D'autres ont même sollicité l'arbitrage de la Fédération internationale de football (Fifa) notamment les joueurs étrangers.

Medouar épinglé

Par ailleurs, on croit savoir que le bureau exécutif de la FAF a épinglé le président de l'ASO Chlef, Abdelkrim Medouar qui devrait

être poursuivi en justice pour avoir falsifié le certificat médical d'un de ses joueurs pour le faire jouer. C'est un fait grave que les membres du bureau n'ont pas hésité à dénoncer et sont donc prêts à entamer une action en justice pour mettre toute la lumière sur cette question qui s'est accaparé l'essentiel de l'attention des responsables de la FAF qui ont aussi abordé d'autres sujets. En outre, on apprend que le président de la Commission centrale d'arbitrage, Koussim a décidé de rendre la tablier et déposer sa démission après un différend qui devient récurrent avec le patron de la FAF, Kheireddine Zetchi. Ce dernier estime qu'il n'est pas normal qu'il ne soit pas associé à la désignation des arbitres et qu'on charge d'autres personnes en dehors de la structure fédérale. En outre, il a été décidé que les championnats de Ligue I et II Mobilis devraient débiter les 25 et 26 août prochain ce qui donne un temps quelque peu court pour les clubs afin de s'y préparer, sachant que la saison ne s'est pas encore terminée au moins pour les deux finalistes de la Coupe qui joueront la finale le 5 juillet, alors que le championnat s'est terminé tardivement.

Imad M.

MC Oran L'entraîneur Belatoui menace de recourir à la justice dans son conflit avec «Baba»

■ L'entraîneur Omar Belatoui n'a pas écarté jeudi un éventuel recours à la justice dans son conflit avec le président de son ex-club le MC Oran, accusant ce dernier d'avoir "falsifié" le contrat qui liait les deux parties pour le résilier, ce qui l'a amené dans une première étape à saisir la Chambre de résolution des litiges (CRL) de la Fédération algérienne de football (FAF) qui n'a pas encore rendu son verdict à ce sujet.

«La direction du MCO a résilié mon contrat d'une manière unilatérale, avançant qu'un avenant dans ledit contrat lui permet de le faire en cas de mauvais résultats, alors que personnellement je n'ai jamais signé cet avenant, qui n'a d'ailleurs pas été transmis à la Ligue de football professionnel, comme l'exige la réglementation en vigueur», explique Belatoui, démis de ses fonctions au milieu de la phase retour du défunt exercice 2016-2017.

Faisant bon cœur contre mauvaise fortune, l'ancien défenseur international dit avoir envisagé de «résilier à l'amiable» son contrat avec le Mouloudia d'Oran, «mais la direction de cette formation en a voulu autrement en refusant de régulariser les arriérés de mes salaires».

Face à cette réaction, Belatoui, qui a porté les couleurs du MCO en tant que joueur pendant de longues années, a déposé plainte auprès de la CRL, mais menace tout simplement de saisir la justice si les dirigeants oranais «ne (le) rétablissent pas dans (ses) droits».

Une éventuelle décision de la CRL en faveur de Belatoui obligerait le président des "Hamraoua", Ahmed Belhadj, de verser cinq mois de salaires à son désormais ex-entraîneur, pour éviter à son club d'être interdit de recrutement cet été. Belhadj a engagé mercredi un nouvel entraîneur en vue de la saison à venir, en la personne du Tunisien Moez Bouakaz, l'ex-coach du RC Relizane qui vient d'être relégué en Ligue 2 algérienne. Belatoui, lui, est sur le point de s'engager avec l'US Biskra, le nouveau promu en Ligue 1 algérienne.

Championnat d'Afrique d'athlétisme U20

Ouverture de la 13^{ème} édition haute en couleurs à Tlemcen

■ Une cérémonie d'ouverture très variée a marqué, jeudi, à Tlemcen, le début officiel de la 13^{ème} édition du championnat d'Afrique d'athlétisme U20 abrité par le stade d'athlétisme de Lalla Setti, un plateau surplombant la capitale des Zianides.

Haute en couleurs (folklore, danses, ...), cette cérémonie qui s'est déroulée en présence d'un nombreux public, a enregistré la participation au défilé de 22 délégations sur les 35 initialement prévues, précédées par un drapeau national géant porté par des éléments des Scouts musulmans algériens (SMA).

Ce sont finalement, les représentants de l'Afrique du Sud, Burkina Faso, Botswana, Congo, Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Ile Maurice, Libye, Mauritanie, Maroc, Madagascar, Ouganda, Sénégal, Soudan, Zimbabwe, Seychelles, Tunisie, Kenya, Rwanda, Zambie et l'Algérie, qui ont défilé aux sons de la fanfare et des troupes folkloriques. Chacune des délégations était précédée d'une jeune fille de Tlemcen parée au kaftan local et à la tenue de la mariée de la capitale des Zianides, frappés aux couleurs nationales. Ces délégations étaient intercalées de troupes folkloriques entonnant divers chants et exécutant des danses de l'Algérie.

Après l'interprétation de l'hymne national et la levée des couleurs, cette cérémonie a été suivie par les discours protocolaires du président de la Confédération Africaine d'athlétisme (CCA) et du Wali par intérim de Tlemcen, qui ont mis l'accent sur l'importan-

ce de cet événement sportif continental.

Le Secrétaire général du ministère de la Jeunesse et des Sports a proclamé, au nom du ministre, l'ouverture officielle de cette 13^{ème} édition, souhaitant la bienvenue à tous les hôtes de l'Algérie.

Deux chansons pour la paix et l'Afrique et des mouvements d'ensemble effectués par des filles ont été suivis par des vols de six pilotes para moteurs de la Fédération algérienne des sports aéronautiques et le lâcher de pigeons et de ballons.

Une fois la cérémonie achevée, place a été donnée aux compétitions qui portent sur l'organisation, entre autres, de six finales programmées pour cette première journée de la 13^{ème} édition qui prendra fin le 2 juillet prochain.

Annulation de la course féminine «l'Algéroise»

La deuxième édition de la course «100% femmes et solidaires», ou «l'Algéroise», prévue vendredi dans les rues de la commune d'Alger-Centre, a été annulée, a indiqué, jeudi un communiqué des organisateurs.

«L'annulation fait suite à la notification de la wilaya d'Alger et du Président de l'APC d'Alger Centre et pour mesures de sécurité», a ajouté le communiqué.

Environ 5.000 participantes étaient attendues à cette course, destinée à la gent féminine à partir de 13 ans, comme son nom l'indique et devait se disputer cette année sur une distance de 5 kilomètres contre 3

l'année passée.

«Malgré l'engouement qu'a suscité l'événement, la sécurité des participants étant une priorité de l'entreprise et des organisateurs de cet événement, raison pour laquelle ces derniers étaient contraints de se soumettre à cette décision», a conclu la même source.

A cet effet, toutes les femmes qui se sont inscrites pour cette course ont été priées de s'approcher (jeudi et vendredi), auprès des organisateurs au chapiteau d'Ardis, pour se faire rembourser les frais d'inscription.

Néanmoins et malgré cette annulation, les initiateurs de l'Algéroise gardent entière confiance en leurs partenaires institutionnels à savoir le ministère de la Jeunesse et des Sports, la Wilaya d'Alger et le PAPC d'Alger Centre, ainsi que leurs sponsors qui ont été fidèles. Il est à rappeler que «l'Algéroise est la première course à pied labellisée autour d'une cause, celle de la solidarité pour les femmes».

C'est un événement fédérateur et convivial», précise l'organisateur, la boîte de communication «Buzz Média», qui veut «instaurer la culture sportive chez la femme algérienne».

«Notre objectif est d'inscrire cet événement dans la durée. La ville d'Alger, capitale de tous les espoirs et des luttes, est la meilleure pour représenter la femme», selon la même source. Cet événement a enregistré l'année passée la participation d'environ 4.000 femmes de tous âges.



Alger
Ensoleillé
Min 14 °C
Max 28 °C



Oran
Ensoleillé
Min 12 °C
Max 29 °C



Annaba
Ensoleillé
Min 15 °C
Max 28 °C

http://www.lesdebats.com

A la sortie de la mosquée de Créteil (France)

Un automobiliste tente de renverser des fidèles

Un automobiliste a tenté jeudi soir de renverser des musulmans fidèles à la sortie de la mosquée de Créteil, dans la banlieue parisienne (Val-de-Marne), prenant la fuite après avoir échoué de franchir les obstacles de la mosquée. Tard dans la nuit, la préfecture de police a expliqué dans un communiqué que ne parvenant pas à passer les obstacles, le conducteur du véhicule, un 4x4, a poursuivi sa course, percuté un terre-plein puis a pris la fuite, précisant que le conducteur et propriétaire du véhicule a ensuite été arrêté sans incident à son domicile. Après l'incident, la police a sécurisé les alentours de la mosquée. Selon les responsables de la mosquée, choqués par cette agression, les poteaux métalliques entourant la mosquée et le courage de certains fidèles ont stoppé l'assaillant qui a voulu ressusciter l'attaque de la mosquée de Finsbury Park à Londres. Le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, s'est dit «s'associer à l'émotion de la communauté musulmane et l'assurance de son total soutien». Une enquête judiciaire est diligentée par le service départemental de police judiciaire du Val-de-Marne pour connaître les motivations exactes de la tentative de l'individu qui n'a pas fait de blessés. L'auteur des faits est connu des services de police pour un fait mineur, selon une source proche du dossier. Il a tenu des propos confus en référence aux attentats ayant frappé la France depuis 2015. La Grande Mosquée de Paris a condamné fermement l'agression criminelle contre la mosquée de Créteil. «Le prétexte invoqué par l'agresseur «de venger le Bataclan et les Champs-Élysées» nous rend d'autant plus inquiets de voir ce type d'actes criminels se renouveler, et saluons la diligence de la police de Créteil à l'interpeller pour qu'il réponde de son acte islamophobe devant la justice», a-t-elle indiqué dans un communiqué signé par son recteur Dalil Boubakeur qui a présenté son soutien et sa solidarité aux fidèles de la mosquée de Créteil et à son président Karim Benaïssa, président de l'Union des associations musulmanes de Créteil. Depuis les attentats perpétrés en France qui ont donné lieu à un amalgame entretenu entre l'Islam et le terrorisme aveugle qui cible des citoyens innocents, la population musulmane fait souvent l'objet de discriminations, de racisme, voire d'agressions. L'observatoire national contre l'islamophobie s'était réjoui en février dernier de la baisse en 2016 des actes antimusulmans en France, après la flambée enregistrée en 2015, suite aux attentats terroristes de Paris et de Saint-Denis qui ont fait 130 morts et plusieurs centaines de blessés. Une partie des baisses d'actes antimusulmans en 2016 est expliquée par la mise en place d'un préfet chargé de la sécurisation des lieux de culte, dont 1 098 sites musulmans, mosquées ou salles de prière ont bénéficié d'une protection des forces de sécurité, en plus de l'installation de vidéos surveillance autour de certaines mosquées et lieux de culte. En plus des fidèles musulmans, les représentants du culte musulman n'échappent également aux actes islamophobes. Au cours de l'année 2016, le Conseil français du culte musulman (Cfcm) a reçu plus de 40 lettres d'insultes et de menaces, sans compter les insultes téléphoniques. Selon ses responsables, chaque fois que le Cfcm a porté plainte, nous recevons un classement sans suite par le parquet, sous prétexte qu'il n'y a pas de coupable identifiable. On estime que les actes antimusulmans sont souvent encouragés par les discours de certains hommes politiques de la droite, comme de la gauche, et le traitement médiatique des attentats qui mettent, en premier lieu, l'aspect identitaire (laïcité, voile, repas de substitution et burkini).

R. N.



Météo

Des températures globalement «normales» durant le mois de juillet



Les températures seront globalement «normales» durant le mois de juillet sur l'ensemble du pays, selon les prévisions saisonnières de l'Office national de la météorologie (ONM). Ainsi le mois de juillet 2017 «sera normal sur les régions côtières, proches côtières ouest, centre et est», précise la même source, qui prévoit aussi des températures «normales à légèrement en dessous de la normale sur les régions de l'intérieur ouest, centre et est» alors qu'elles seront «légèrement en dessous de la normale sur les régions des Hauts-Plateaux centre tandis qu'elles seront légèrement au dessus de la normale sur les régions des Hauts-Plateaux ouest et est».

Dans le Sud, l'ONM indique que les températures pour le mois de juillet «seront normales sur le Sahara occidental, légèrement au-dessus de la normale sur les régions du Sahara central et oriental et au-dessus de la normale sur l'extrême Sud».

L'ONM explique dans son bulletin que la «situation normale signifie la condition qui se trouve proche de la moyenne statistique calculée ici sur la période 1984-2015 prise comme référence climatologique et appelée communément «normale climatologique», ajoutant qu'une situation d'«anomalie» signifie l'écart entre la valeur prévue et la normale climatologique du mois considéré».

Pour Mme Benrekta Houaria, chargée de la com-

munication à l'ONM, «il s'agit d'une tendance du mois qui est basée sur le calcul d'une moyenne qui, souvent, cache des extrêmes», relevant que «ceci n'empêche pas que durant le mois de juillet, on peut enregistrer des journées caniculaires sur le nord ou bien sur le sud du pays».

La même responsable souligne qu'il s'agit là de l'une des caractéristiques des pays du bassin méditerranéen.

Pour le mois de juin marqué par une chaleur élevée, notamment les jours coïncidant avec la célébration de la fête de l'Aïd El Fitr, les prévisions de l'ONM annonçaient des températures «normales» sur l'ensemble des régions.

R. N.

Tipasa

Arrestation de deux personnes impliquées dans la disparition d'un enfant

Les services de la Gendarmerie nationale de Tipasa ont arrêté jeudi deux personnes suspectées d'être impliquées dans la disparition de l'enfant Houssam. B, depuis la soirée de mercredi à Bou Ismaïl, a-t-on appris de sources sécuritaires.

Des recherches actives ont été engagées par les services de sécurité de la wilaya de Tipasa pour retrouver Houssam (8 ans), dès réception d'une plainte déposée par ses parents, informant de la disparition «mystérieuse» de leur enfant, a-t-on ajouté de même source.

Des membres de la famille de Houssam s'étaient aperçus, dans la soirée de mercredi, de la disparition de l'enfant, qui n'est pas

rentré au domicile familial sis à la cité des Neuf chouhadas, connu localement sous le nom de cité Lambert.

La nouvelle a vite fait le tour des réseaux sociaux, notamment les pages Facebook dédiées à la wilaya de Tipasa.

Des sources sécuritaires ont assuré à l'APS, que les investigations se poursuivent dans cette affaire, sans donner plus d'informations pour préserver le secret de l'enquête, au moment où le procureur de la République près le tribunal de Koléa est attendu, dans les prochaines heures, pour animer un point de presse à ce sujet, selon les mêmes sources.

H. Y.

ACTU...

El Tarf

Le corps sans vie d'un adolescent repêché à El Chhatt

Le corps sans vie d'un adolescent a été repêché hier au niveau d'une plage non gardée située près de la plage les Sabi, relevant de la commune d'El Chhatt, ont annoncé des éléments de la Protection civile de la wilaya d'El Tarf. La victime, S. Saïfeddine, âgée de 15 ans et originaire de la wilaya de Souk Ahras, est arrivée tôt le matin avec sa famille pour profiter de la grande bleue, a ajouté la même source, précisant que l'adolescent avait été emporté par les courants marins après s'être aventuré au milieu des vagues. Le corps de la victime, qui s'est noyée aux environs de 10 h, a été repêché une heure plus tard par les plongeurs de la Protection civile, a-t-on souligné, relevant que la dépouille a été acheminée vers la morgue pour les besoins de l'autopsie. Selon les éléments de la Protection civile, il s'agit du premier cas de noyade enregistré au niveau des plages non surveillées de la wilaya d'El Tarf qui compte 16 plages ouvertes à la baignade au titre de la saison estivale 2017. Il est à signaler, par ailleurs, que les recherches engagées depuis jeudi pour tenter de retrouver le corps d'une autre personne portée disparue à la plage El Aouinet, dans la commune d'El Kala, se poursuivent.

F. K.

Oran

Un conducteur en état d'ébriété tue un gendarme

Un conducteur en état d'ébriété a forcé, dans la soirée du mercredi à Oran, un point de contrôle fixe de sécurité routière tuant un gendarme et blessant grièvement un autre, a-t-on appris de source sécuritaire.

Le drame s'est produit mercredi à 23h35 mn, au niveau du point de contrôle fixe d'El Kerma, à l'entrée sud d'Oran. Le conducteur d'un véhicule de tourisme, en état d'ébriété a forcé ce barrage touchant deux éléments de la Gendarmerie nationale qui assuraient le dispositif de contrôle.

L'un d'entre eux est mort sur le coup alors que le deuxième a été grièvement blessé. Ce dernier est pris en charge au niveau de l'hôpital militaire Mohamed Amir Aïssa d'Oran, a-t-on ajouté de même. Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances exactes de ce tragique drame.

H. L.

Mostaganem

Trois personnes noyées aux plages de Stidia et Sablettes

Les services de la Protection civile de Mostaganem ont enregistré, mercredi soir, trois cas de noyade aux plages de Stidia (non surveillée) et sablettes, les premiers du genre lors de la saison estivale en cours, a-t-on appris jeudi du chargé d'information de cette direction. La plage non surveillée de Stidia (15 km à l'ouest de la wilaya) a enregistré deux cas de noyade de deux jeunes originaires de la commune de Aïn Nouïssy, âgés de 16 ans. Les agents de la Protection civile ont réussi à sortir de mer l'un d'eux dans un état critique, succombant lors de son transfert aux urgences de l'hôpital de Mostaganem, a indiqué le lieutenant Belkerd Mohamed.

Les recherches se sont poursuivies par des plongeurs de la Protection civile pour retrouver le corps du deuxième noyé six heures après, qui a été repêché et transféré à la morgue de l'hôpital Che Guevara.

G. L.